

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies. . . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	4 fr.
Minimum . . . . .	20 fr.
La page . . . . .	400 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 14 novembre — Ordonnance portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle . . . . . 266

1945

- 21 avril — Ordonnance No 45-770 portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle. 268
- 9 novembre — Décret No 45-2776 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle. (Arrêté de promulgation No 181 Cab. du 12 mars 1946) . . . . . 263
- 14 décembre — Décret No 45-089 modifiant celui du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies. (Arrêté de promulgation No 183 Cab. du 13 mars 1946) . . . . . 254
- 19 décembre — Décret No 45-0107 portant application en A.O.F. et au Togo des ordonnances des 14 novembre 1944 et 21 avril 1945 portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle. (Arrêté de promulgation No 198 Cab. du 16 mars 1946) . . . . . 266
- 27 décembre — Arrêté ministériel fixant pour l'année 1946 les contributions à verser par les budgets locaux des chemins de fer et destinées à couvrir les dépenses de la régie

- générale des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation No 192 Cab. du 16 mars 1946) . . . . . 273

- 27 décembre — Arrêté ministériel portant approbation du budget pour l'année 1946 de la régie générale des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation No 192 Cab. du 16 mars 1946) . . . . . 273

- 29 décembre — Décret No 45-0189 modifiant et complétant le décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation No 194 Cab. du 16 mars 1946) . . . . . 274

- 29 décembre — Décret No 45-0194 modifiant le statut des ingénieurs météorologistes des colonies. (Arrêté de promulgation No 193 Cab. du 16 mars 1946) . . . . . 274

1946

- 10 janvier — Arrêté ministériel constituant au Ministère des colonies une commission d'études des problèmes d'ordre constitutionnel intéressant les territoires d'outre-mer . . . . . 291

- 10 janvier — Arrêté ministériel nommant les membres de la commission d'études des problèmes d'ordre constitutionnel intéressant les territoires d'outre-mer . . . . . 292

- 28 janvier — Arrêté ministériel relatif au fonctionnement de l'agence comptable des timbres-poste coloniaux. (Arrêté de promulgation No 219 Cab. du 23 mars 1946) . . . . . 292

- 13 février — Décret No 46-182 portant modification du texte organique du 23 août 1944 créant le cadre général des transmissions coloniales. (Arrêté de promulgation No 184 Cab. du 13 mars 1946) . . . . . 275

- 13 février — Décret No 46-194 relatif à l'attribution des compléments de solde au personnel du cadre général des

	géologues des colonies. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 185 Cab. du 13 mars 1946)	281
14 février	— Loi N° 46-188 relative au personnel des exploitations minières et assimilées. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 212 Cab. du 22 mars 1946)	282
16 février	— Décret N° 46-203 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative à la révision des peines disciplinaires prononcées dans les conditions fixées par les dispositions des articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret du 18 novembre 1939. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 213 Cab. du 22 mars 1946)	283
18 février	— Décret N° 46-236 déterminant les dispositions spéciales prises en faveur des fonctionnaires de différents cadres dépendant du ministre de la France d'Outre-mer ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, ainsi qu'en faveur des candidats à ces diis emplois ayant été empêchés d'y accéder. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 186 Cab. du 13 mars 1946)	285
18 février	— Décret N° 46-241 modifiant celui du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 183 Cab. du 13 mars 1946)	264
20 février	— Décret N° 46-255 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs du service des transmissions coloniales. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 196 Cab. du 16 mars 1946)	280
20 février	— Décret N° 46-256 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs météorologistes coloniaux. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 196 Cab. du 16 mars 1946)	281
20 février	— Décret N° 46-277 portant suppression en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo, à la Côte Française des Somalis, à Madagascar et Dépendances et en Nouvelle Calédonie et Dépendances des peines de l'indigénat. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 195 Cab. du 16 mars 1946)	292
25 février	— Décret N° 46-296 modifiant l'arrêté ministériel du 10 septembre 1944 relatif à l'indemnité de départ colonial. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 197 Cab. du 16 mars 1946)	289
25 février	— Décret N° 46-297 prorogeant jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 1947 le terme de la prorogation de jouissance prévue par le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers et les actes qui l'ont modifié. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 199 Cab. du 16 mars 1946)	265
27 février	— Décret N° 46-312 étendant au cadre général de la magistrature coloniale les dispositions du décret N° 45-1699 du 29 juillet 1945. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 215 Cab. du 22 mars 1946)	290

27 février	— Décret N° 46-313 portant modification temporaire au statut de la magistrature coloniale. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 215 Cab. du 22 mars 1946)	290
27 février	— Décret N° 46-321 supprimant l'obligation du pécule institué par l'article 4 du décret N° 45-1541 du 11 juillet 1945. ( <i>Arrêté de promulgation</i> N° 214 Cab. du 22 mars 1946).	291

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

<b>1946</b>		
13 mars	— N° 182 AE/3 — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation	293
15 mars	— N° 189 Agro — Arrêté approuvant le plan de campagne agricole pour 1946 et lui donnant force exécutoire	294
15 mars	— N° 190 AE. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 168 du 4 avril 1941 portant classement de la forêt de Djémégni	294
18 mars	— N° 200 Cab. — Arrêté portant nomination d'un membre suppléant du conseil privé du Togo	294
18 mars	— N° 202 P. — Arrêté fixant la date d'attribution des nouveaux traitements aux fonctionnaires des cadres locaux supérieurs du Togo se trouvant en position de service dans la métropole	294
19 mars	— N° 203 F. — Arrêté modifiant pour 1946 les taux de cession de la main-d'œuvre pénale	295
20 mars	— N° 206 AE. — Arrêté fixant le prix de vente des chaussures de fabrication locale	295
21 mars	— N° 207 AE/3. — Arrêté réglementant la vente des vins et boissons alcooliques débarqués du s/s « Fort de Tréyon »	294
22 mars	— N° 208 AE. — Arrêté fixant le mode d'établissement du prix de vente des spécialités pharmaceutiques	296
22 mars	— N° 211 APA. — Arrêté prévoyant des sanctions de simple police à certaines infractions	296
23 mars	— N° 220 SE. — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le Canton de Tamberma (Subdivision de Mango)	297
Personnel		297
Divers		299

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et Communications

Avis de concours	Agents des Douanes	301
	Commis radiotélégraphistes	301
	Commis d'administration	302
	Facteurs, écrivains, chefs de train, ouvriers et chefs d'équipe des Chemins de fer et Wharf	302
	Calqueurs des Travaux Publics	302

Avis d'adjudication . . . . .	302
Domaines . . . . .	302
Avis de la B. A. O. . . . .	303
Avis de la B. N. C. I. . . . .	303
Nécrologie . . . . .	303

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Propriété industrielle

ARRETE N° 181/Cab. du 12 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TÔGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 26 novembre 1939 concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle, notamment à l'égard des mobilisés, promulgué au Togo le 30 avril 1940;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-2776 du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 12 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur la proposition du ministre de la production industrielle, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'économie nationale, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 26 novembre 1939 pris dans les conditions fixées par la loi du 19 mars 1939 et concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle, notamment en faveur des mobilisés;

Vu les lois des 11 septembre 1940, 24 janvier 1941 et 12 octobre 1942 qui ont modifié le décret du 26 novembre 1939 et qui ont été validées par l'article 3 de l'ordonnance du 30 décembre 1944 relative aux délais en matière civile, commerciale et administrative;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret du 26 novembre 1939 concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle, modifié par les lois validées des 11 septembre 1940, 24 janvier 1941 et 12 octobre 1942, cessera d'avoir effet au jour de la publication du présent décret au *Journal officiel*, sauf pour l'acquisition en France des droits de propriété industrielle comportant revendication de la priorité des demandes étrangères déposées dans un pays accordant un traitement équivalent aux ressortissants français.

La liste de ces pays est arrêtée par le ministre des affaires étrangères et le ministre de la production industrielle, qui ont qualité pour apprécier l'équivalence de traitement.

ART. 2. — Toutefois, jusqu'au 31 mars 1946, pourront être valablement acquittées :

1<sup>o</sup> — Accompagnées du montant de la taxe supplémentaire de retard due au 21 août 1939, les taxes d'annuités des brevets d'invention qui pouvaient encore être valablement acquittées à la date ci-dessus;

2<sup>o</sup> — Sans taxe supplémentaire, les annuités échues depuis le 21 août 1939.

Seront considérés comme valables les versements effectués avant le 31 mars 1946 en complément d'annuités venues à échéance postérieurement au 21 février 1939 et non acquittées à leur taux normal, avec ou sans surtaxe.

ART. 3. — Passé le 31 mars 1946, les annuités des brevets échues après le 30 septembre 1945 ne pourront être valablement acquittées que dans les conditions fixées par l'article 32 modifié de la loi du 5 juillet 1844.

ART. 4. — La prorogation de délais dont continuera à bénéficier l'acquisition, en France, de droits de propriété industrielle comportant revendication de la priorité de demandes étrangères, déposées dans un pays accordant un traitement équivalent aux ressortissants français, ne jouera, à dater de la publication du présent décret, que sous réserve des droits des tiers notamment brevetés ou exploitants, acquis de bonne foi par un dépôt, une exploitation ou des préparatifs sérieux d'exploitation.

Les tiers pourront être astreints en vertu d'accords passés avec les Etats accordant le même bénéfice aux ressortissants français, au paiement d'un droit obligatoire de licence.

Pourront être reconnus, par des dispositions ultérieures, les droits des tiers ayant réalisé, avant la date de publication du présent décret, l'exploitation ou des préparatifs sérieux d'exploitation d'une invention décrite dans une demande de brevet français déposée antérieurement à ladite date et après expiration du délai d'un an imparti par l'article 4 de la convention d'union pour la protection de la propriété industrielle, par le ressortissant d'un pays étranger n'accordant pas la réciprocité prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie.

Elles sont également applicables dans les territoires relevant de l'autorité du ministre des colonies, à partir du jour de leur promulgation dans lesdits territoires.

ART. 6. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la production industrielle, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie nationale, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Ministre de la production industrielle,*  
Robert LACOSTE.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITGEN.

*Le Ministre des Travaux publics et des Transports,*  
*Ministre des affaires étrangères, p. i.,*  
René MAYER.

*Le Ministre de l'intérieur,*  
A. TIXIER

*Le Ministre de l'Economie nationale*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Finances,*  
R. PLEVEN.

*Le ministre des colonies,*  
P. GIACOBBI.

VOIR :

1<sup>o</sup> — *Loi du 12 septembre 1940 au J.O.R.F. du 13 septembre 1940 page 4978;*

2<sup>o</sup> — *Loi du 24 janvier 1941 au J.O.R.F. du 8 février 1941 page 619;*

3<sup>o</sup> — *Loi du 12 octobre 1942 au J.O.R.F. du 13 octobre 1942 page 3450.*

#### Logement et ameublement

ARRETE No 183/Cab. du 13 mars, 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, promulgué au Togo le 25 juin 1937;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo les décrets Nos 45-089 du 14 décembre 1945 et 46-241 du 18 février 1946 modifiant celui du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

DECRET No 45-089 du 14 décembre 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

— Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 26 mai 1937, portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 11 juillet 1945, concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du Ministère des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 du décret du 26 mai 1937 est complété comme suit :

« Le montant global des retenues prévues au présent article ne pourra en aucun cas dépasser la valeur locative des logements occupés, telle qu'elle aura été déterminée par le Chef de la Colonie, compte tenu de la législation en vigueur sur les loyers des locaux à usage d'habitation ».

ART. 2. — Le présent décret, qui portera effet pour compter du 15 avril 1945, sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 14 décembre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre des Colonies,*  
Jacques SOUSTELLE.

DECRET No 46-241 du 18 février 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'Outre-Mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 26 mai 1937, portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat, notamment l'article 15;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires coloniaux et les actes pris en application de ce texte;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4 et 10 du décret du 26 mai 1937 sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

« Art. 4. — Aucune retenue n'est exercée pour le logement des fonctionnaires et agents subalternes, dont la solde de service en France, telle qu'elle résulte des décrets d'application de l'ordonnance du 6 janvier 1945, est inférieure à 90.000 francs. Toutefois, cette exemption de retenue n'est accordée qu'aux agents logés dans les locaux de leur service ou dans l'enceinte de l'établissement auquel ils appartiennent, sous la condition expresse que leur service puisse être considéré comme permanent de jour et de nuit et qu'il ne puisse être exécuté sans que l'agent soit logé à l'intérieur des locaux et de l'enceinte susvisés. La liste des emplois et des fonctions répondant à ces conditions est fixée par arrêtés des chefs de colonies ».

« Art. 10. — Les fonctionnaires et agents sont répartis d'après leur solde de service en France, telle qu'elle résulte des décrets d'application de l'ordonnance du 6 janvier 1945 en quatre catégories, pour lesquelles est prévue l'attribution normale de logements comportant un nombre de pièces habitables ci-après déterminé :

« Solde inférieure à 90.000 F : deux pièces.

« Solde égale ou supérieure à 90.000 F. et inférieure à 150.000 F : trois pièces.

« Solde égale ou supérieure à 150.000 F. et inférieure à 210.000 F : quatre pièces.

« Solde égale ou supérieure à 210.000 F : cinq pièces.

« La retenue globale ne peut en aucun cas être calculée sur un nombre de pièces habitables supérieur à celui normalement prévu pour la catégorie à laquelle appartient le fonctionnaire quel que soit le nombre de pièces réellement mis à la disposition.

« Elle est calculée sur ce nombre réel dans le cas où celui-ci est inférieur au nombre de pièces normalement prévu pour sa catégorie ».

ART. 2. — Le Ministre de la France d'Outre-Mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui portera effet pour compter du 15 avril 1945, sera publié au *journal officiel* de la République française et inséré au *bulletin officiel* du ministère de la France d'Outre-Mer.

Fait à Paris, le 18 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

### Loyers

ARRETE No 199/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 mai 1942 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers en A.O.F., promulgué au Togo le 19 juin 1942, ensemble les modificatifs subséquents;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 46-297 du 25 février 1946 prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1947 le terme de la prorogation de jouissance prévue par le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers et les actes qui l'ont modifié.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

*Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté n° 242 Cab. du 30 mars 1946.*

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'Outre-Mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié ou complété et en particulier l'acte dit décret du 9 février 1942 et le décret du 24 juillet 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine (art. 7, alinéa 1<sup>er</sup>) par l'effet de laquelle demeure provisoirement applicable l'acte dit décret du 13 mai 1942 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par les actes subséquents;

Vu le décret du 11 janvier 1945 portant prorogation de jouissance des loyers en Afrique occidentale française,

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En Afrique occidentale française et au Togo, le terme de la prorogation de jouissance prévue aux articles 10 et suivants du décret du 8 mai 1938, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1946 par l'article 13 de l'acte dit décret du 9 février 1942, l'arrêté général du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 30 décembre 1942 et les décrets des 29 janvier 1944 et 11 janvier 1945, est reporté au 1<sup>er</sup> janvier 1947.

Le bénéfice de cette prorogation est également acquis, dans les mêmes conditions, à tous locataires ou sous-locataires concessionnaires de baux et tous

occupants de bonne foi, même en vertu d'un délai de grâce, fut-il expiré, en possession des locaux à la date de publication du présent décret.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

#### Nullité des actes de spoliation

ARRETE N° 198/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, promulguée au Togo le 21 janvier 1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-0107 du 19 décembre 1945 portant application en Afrique occidentale française et au Togo des ordonnances des 14 novembre 1944 et 21 avril 1945 portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

DECRET n° 45-0107 du 19 décembre 1945.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle;

Vu les ordonnances des 14 novembre 1944 et 21 avril 1945, portant première et deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 relative à la nullité des actes de spoliation;

Vu les décrets nos 45-1578 du 17 juillet 1945 et 45-1651 du 20 juillet 1945, portant application aux territoires relevant du Ministère des Colonies des ordonnances des 14 novembre 1944 et 21 avril 1945 susvisées,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables en Afrique occidentale française et au Togo les dispositions des ordonnances des 14 novembre 1944 et 21 avril 1945, portant première et deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943, relative aux actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, telles qu'elles ont été modifiées par les décrets nos 45-1578 du 13 juillet 1945 et 45-1651 du 20 juillet 1945.

ART. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 décembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre des Colonies,*  
Jacques SOUSTELLE.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITGEN.

*Le Ministre des Finances,*  
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 14 novembre 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et du Ministre de l'Economie nationale,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1944, concernant la réintégration de certains locataires;

Le Comité juridique entendu,

#### ORDONNE :

#### TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des autres dispositions qui seront prises ultérieurement pour l'application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous contrôle et des ordonnances relatives au



rétablissement de la légalité républicaine dans les territoires relevant du Ministère des Colonies, toutes les personnes physiques ou morales ou leurs ayants cause, dont les biens ont été l'objet de mesures de séquestre ou d'administration provisoire de gestion, de liquidations exorbitantes du droit commun, en vertu soit des actes dits, « lois, décrets, arrêtés ou règlements » du prétendu Gouvernement de Vichy, soit du fait des autorités occupantes, rentrent de plein droit en possession de leurs biens, droits et intérêts qui n'ont pas fait l'objet de mesures de liquidation ou d'actes de disposition à la date de la mise en vigueur des ordonnances relatives au rétablissement de la légalité républicaine susvisée.

Les restitutions et paiements visés au présent article seront effectués par le détenteur actuel des avoirs à restituer ou à payer. Le cas échéant, les intéressés produiront les mainlevées des oppositions, saisies-arrêts, inscriptions de privilège, d'hypothèque et de nantissement qui pourraient grever ces avoirs. La procédure de restitution de biens, droits et intérêts, qui ont fait l'objet de mesures de liquidation ou d'actes de dispositions antérieurs à la date de la mise en vigueur des ordonnances relatives au rétablissement de la légalité républicaine susvisées, sera réglée par un texte antérieur.

ART. 2. — Sous réserve de tous leurs droits et sans préjudice du droit pour les intéressés de rentrer en possession du solde du compte de gestion des sommes autres que celles provenant de mesures de liquidation ou d'actes de disposition, ceux-ci auront la faculté de percevoir immédiatement et sur simple demande le solde du produit des mesures de liquidation ou d'actes de disposition existant à la date de la réception de la demande de restitution.

ART. 3. — Celui qui rentre en possession de ses biens, droits et intérêts n'est obligé envers les tiers, en ce qui concerne lesdits biens, droits et intérêts, que dans les conditions prévues par l'article 1375 du Code civil.

ART. 4. — La restitution devra être opérée dans un délai d'un mois à compter de la sommation faite par l'intéressé, soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par acte extra-judiciaire. Elle sera obligatoirement constatée par un procès-verbal descriptif énumératif des biens remis et contradictoire, de timbre et d'enregistrement, et sera dressée en quatre exemplaires par ministère d'huissier.

En aucun cas, l'administrateur séquestre, l'administrateur provisoire, ni le gérant ne peuvent retarder la restitution en invoquant soit un privilège, soit un droit de rétention de son chef, soit une saisie-arrêt sur lui-même.

ART. 5. — Dans le cas où l'intéressé ne serait plus en état de rentrer en possession de ses biens, droits et intérêts, les administrateurs séquestres, administrateurs provisoires ou gérants seront considérés comme gérants d'affaires et tenus de continuer et d'achever la gestion dans les conditions prévues aux articles 1372 et suivants du Code civil.

A la requête soit de tous les ayants cause, soit d'un parent ou allié, soit du ministère public, le Président du Tribunal civil peut désigner un séquestre en remplacement de l'administrateur provisoire ou du gérant en exercice.

Ce nouveau séquestre, qui devra dresser un inventaire des biens à lui remis, pourra être choisi parmi les parents ou alliés de celui qui est empêché d'entrer en possession de ses biens.

ART. 6. — A la requête de l'intéressé, tout administrateur séquestre, administrateur provisoire, gérant ou liquidateur des biens visés à l'article 1<sup>er</sup>, même s'ils ont antérieurement cessé leurs fonctions et rendu leurs comptes, doivent rendre compte de leur gestion ou de leur liquidation dans un délai de deux mois à dater de la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception ou d'une sommation par acte extrajudiciaire.

La reddition comprend obligatoirement :

1<sup>o</sup> — Un état des recettes et des dépenses réalisées au cours de l'exercice de la gestion ;

2<sup>o</sup> — Une liste des biens, droits et intérêts de toute nature ayant fait l'objet d'actes juridiques de transferts, de transactions, d'adjudications publiques ou privées avec l'indication précise des noms et adresses des bénéficiaires ou acquéreurs ;

3<sup>o</sup> — Une copie certifiée conforme de l'inventaire établi au moment de l'entrée en fonctions et d'un exemplaire de l'inventaire de restitution.

Toutes les redditions de comptes antérieures à la mise en vigueur des ordonnances susvisées, relatives au rétablissement de la légalité républicaine, sont considérées comme nulles et non avenues.

ART. 7. — Les conditions d'application de l'article précédent et, en particulier, la responsabilité des administrateurs séquestres, administrateurs provisoires, gérants ou liquidateurs, le tarif des honoraires de gestion et de liquidation et les frais d'expertises seront réglés par arrêté du Chef de la colonie, lequel déterminera également les conditions de contrôle de toutes les opérations de gestion et de liquidation.

Aucun honoraire ne pourra être retenu lorsque les biens n'auront pas été administrés en bon père de famille.

ART. 8. — Tout administrateur séquestre, administrateur provisoire, gérant ou liquidateur des biens visés à l'article 1<sup>er</sup> doit, dans le mois de la mise en vigueur de la présente ordonnance et par lettre recommandée avec accusé de réception, déclarer au Chef de la colonie ou du territoire où se trouvent les biens en cause, les biens, droits et intérêts qui lui ont été confiés, le nom ou la raison sociale des personnes physiques et morales à qui appartiennent ou ont appartenu ces biens, la date à laquelle ce mandat a pris fin.

La déclaration devra contenir la liste des biens, droits et intérêts vendus ou concédés et le nom des acquéreurs.

ART. 9. — La non-restitution sans motif légitime des biens, droits et intérêts dans le délai fixé à l'article 4, la non-reddition du compte dans le délai imparti à

l'article 6, le défaut de déclaration dans le délai prescrit à l'article précédent sont passibles des peines prévues à l'article 408 du Code pénal.

ART. 10. — Celui qui, postérieurement à la mise en vigueur de la présente ordonnance, recouvrera ses biens, sans que le procès-verbal prévu à l'article 4 ci-dessus ait été établi, sera censé renoncer à toute action en revendication ou en dommages-intérêts.

ART. 11. — Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux biens, droits et intérêts visés à l'ordonnance du 16 octobre 1944, relative à la restitution par l'Administration des Domaines de certains biens mis sous séquestre.

## TITRE II

ART. 12. — Lorsqu'en considération des mesures de spoliation, ordonnées par l'ennemi ou résultant de la prétendue « législation » spoliatrice inspirée par lui, soit avant l'entrée en vigueur de cette législation, mais postérieurement au 16 juin 1940, des conventions de complaisance seront intervenues entre particuliers, à l'effet de transférer des biens, droits et intérêts de toutes sortes avec ou sans réserve de droits du cédant par accord occulte entre les parties, les actes qui seront dressés pour constater la résiliation amiable de ces conventions, ainsi que tous actes d'exécution qui en seront le complément, seront dispensés de toute perception au profit du Trésor.

Les honoraires de tous officiers publics ou ministériels, dont l'intervention serait indispensable pour rendre la restitution effective, et les salaires des conservateurs des hypothèques seront réduits de moitié.

ART. 13. — Les dispositions de l'article précédent s'appliquent dans le cas où des biens, droits et intérêts ayant été transférés avec ou sans le consentement initial du propriétaire légitime, tout cessionnaire ou sous-acquéreur entend les rétrocéder à l'amiable au propriétaire dépossédé.

ART. 14. — Ne pourront bénéficier du régime de faveur édicté par les articles 12 et 13 que les actes amiables de résiliation ou de rétrocession qui interviendront avant la date légale de la cessation des hostilités.

ART. 15. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 14 novembre 1944.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

François DE MENTHON.

*Le Ministre des Colonies, Ministre des Finances par intérim,*

R. PLEVEN.

*Le Ministre de l'Economie nationale*

Pierre MENDES-FRANCE.

ORDONNANCE n° 45-770 du 21 avril 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre de l'Economie nationale et des Finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944, portant rétablissement de la légalité républicaine, ensemble les ordonnances qui, ultérieurement, l'ont complétée;

Vu l'avis de l'Assemblée consultative exprimé en sa séance du 15 mars 1943;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

## TITRE PREMIER

### *Des spoliations et ventes forcées*

ARTICLE PREMIER. — (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — Les personnes physiques ou morales ou leurs ayants cause, dont les biens, droits ou intérêts ont été l'objet, même avec leur concours matériel, d'actes de disposition accomplis en conséquence de mesures de séquestre, d'administration provisoire, de gestion, de liquidation, de confiscation ou de toutes autres mesures exorbitantes au droit commun en vigueur au 16 juin 1940 et accomplis soit en vertu des prétendus lois, décrets ou arrêtés, règlements ou décisions de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, soit par l'ennemi, sur son ordre ou sous son inspiration, pourront sur le fondement tant de l'ordonnance du 12 novembre 1943, relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, que des ordonnances relatives au rétablissement de la légalité républicaine dans les territoires relevant du Ministère des Colonies, en faire constater la nullité.

« Cette nullité est de droit ».

ART. 2. — Lorsque la nullité est constatée, le propriétaire dépossédé reprend ses biens, droits ou intérêts exempts de toutes charges et hypothèques dont l'acquéreur ou les acquéreurs successifs les auraient grevés.

Il les reprend avec leurs augmentations et accessoires.

ART. 3. — Les actes d'administration conformes aux dispositions de l'article 1374 du Code civil demeurent valables. Toutefois, le propriétaire dépossédé peut demander la résiliation des actes d'administration qui lui portent préjudice au jour de la demande.

ART. 4 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*).

— L'acquéreur ou les acquéreurs successifs sont considérés comme possesseurs de mauvaise foi au regard du propriétaire dépossédé.

Il ne peuvent en aucun cas invoquer le droit de rétention.



« Ils doivent restituer les fruits naturels, industriels et civils à partir de la date à laquelle remonte la nullité, sous réserve de l'application des dispositions des textes relatifs à la confiscation des profits illicites, tels qu'ils pourraient être édictés dans les territoires relevant du Ministère des Colonies ».

Cependant, au cas où il y aurait lieu à application des dispositions relatives aux profits illicites ci-dessus visées, l'acquéreur ou ses ayants droit seront, en tout état de cause, tenus au paiement du montant de la confiscation, sans que les poursuites du Trésor puissent en aucun cas affecter les droits, biens ou intérêts du propriétaire dépossédé, augmentés des fruits normaux effectivement provenus d'opérations régulières.

En cas de difficultés, ces fruits normaux seront estimés à dire d'expert et au besoin par comparaison avec les comptes d'exploitation d'entreprises similaires.

La qualification de mauvaise foi ne sera pas retenue contre les personnes physiques ou morales qui pourront établir qu'elles ne se sont portées acquéreurs que sur demande de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français et qu'en vue d'éviter le transfert à l'occupant d'actifs meubles ou immobiliers intéressant l'économie nationale ou le patrimoine artistique de la nation, ou de sauvegarder les droits des propriétaires dépossédés, en accord avec ces derniers.

La qualification de mauvaise foi ne s'appliquera en aucun cas aux établissements publics qui, en vertu d'actes ou d'instructions de l'autorité de fait, auront dû se porter acquéreurs des biens visés par l'ordonnance, notamment pour en assurer la conservation.

Les personnes visées aux deux alinéas précédents n'en seront pas moins tenues à la restitution des fruits.

ART. 5. — Le sous-acquéreur de bonne foi, évincé en vertu des dispositions de l'article 2, bénéficie d'un droit de recours à l'encontre de tous agents d'affaires, rédacteurs d'actes, intermédiaires quelconques qui se sont sciemment abstenus de révéler l'origine du bien cédé.

Ce droit est exercé selon la procédure prévue aux articles 17 et suivants de la présente ordonnance.

ART. 6. — Le propriétaire dépossédé remboursera à l'acquéreur le prix versé par celui-ci, ainsi que les intérêts y afférents servis par le dépositaire, le tout dans la mesure où il en aura profité. L'acquéreur sera subrogé dans les droits éventuels du propriétaire dépossédé à l'égard des sommes qui auraient été prélevées sur ce prix et ces intérêts à quelque titre que ce soit.

En toute hypothèse, l'acquéreur a droit au remboursement des sommes qu'il aurait régulièrement payées comme tiers détenteur, en sus du prix stipulé.

Toutefois, les courtages ou commissions versés soit à des agents de publicité, soit à des agents immobiliers ou agents d'affaires quelconques par le Commissariat aux Questions juives ou par tous administrateurs provisoires, seront remboursés par ceux-là sous déduction des frais bruts dont ils devront produire justification.

Il en sera de même pour les honoraires perçus par les experts, architectes ou autres, qui se seront prêtés à ces opérations préliminaires d'expertise et auront ainsi permis ou facilité la mise en vente des biens spoliés.

Tout acquéreur évincé est fondé à poursuivre tout agent d'affaires, courtier ou intermédiaire quelconque de mauvaise foi en restitution de tous courtages et commissions.

Sur le montant des sommes à restituer à l'acquéreur, il sera effectué au profit du Trésor un prélèvement égal à 10 % de son acquisition, lorsque celle-ci aura été effectuée de mauvaise foi. Ce prélèvement sera prononcé dans les formes prévues à l'article 20 (2<sup>e</sup> alinéa).

ART. 7. — L'acquéreur est tenu de rembourser tous les dommages causés par son fait ou par sa faute.

Si, à la suite de l'insolvabilité ou de la non-présence des détenteurs, l'indemnité en question ne peut être touchée, le propriétaire dépossédé recevra de l'Etat une indemnité dont le quantum et les modalités seront fixés en application des dispositions à prendre pour la réparation des dommages de guerre.

Il en sera de même si un administrateur provisoire s'est rendu coupable de détournement et est en état d'insolvabilité.

En cas de détérioration ou de perte partielle des biens, droits ou intérêts, le propriétaire dépossédé sera subrogé de plein droit aux droits et actions des détenteurs contre l'assureur ou le tiers responsable de la perte.

ART. 8. — Les détenteurs successifs pourront demander le remboursement de leurs impenses nécessaires et, dans la limite de la plus-value, de leurs impenses utiles. En ce cas, le juge devra accorder des délais suffisants pour que le paiement puisse en être effectué au moyen des bénéfices d'exploitation.

ART. 9. — Les droits des créanciers privilégiés ou hypothécaires nés du chef de l'acquéreur ou de ses ayants cause sont reportés sur les sommes pouvant revenir à ceux-ci au titre des articles précédents.

A la demande des créanciers, les créances privilégiées ou hypothécaires deviendront, de plein droit, exigibles à dater de la décision constatant la nullité de l'acte d'acquisition du bien grevé.

ART. 10. — Dans le cas de meubles corporels, il sera fait, à l'exclusion des dispositions de l'article 2280 du Code civil, application du deuxième alinéa de l'article 2279 du même Code, relatif aux meubles perdus ou volés. Toutefois, le délai de revendication sera d'une année à compter de la date légale de la cessation des hostilités.

## TITRE II

*Actes accomplis avec le consentement de l'intéressé et relatifs à des biens, droits ou intérêts, n'ayant pas fait préalablement l'objet des mesures exorbitantes du droit commun.*

ART. 11. — Seront présumés avoir été passés sous l'empire de la violence les contrats et actes juridiques

portant sur des immeubles, des droits immobiliers, des fonds de commerce, des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, des parts d'intérêts dans les sociétés de commerce, les transactions opérées sur des valeurs mobilières par conventions directes, soit qu'il s'agisse de transfert de titres nominatifs ou de cession par contrat concernant des titres au porteur passés postérieurement au 16 juin 1940, par des personnes physiques ou morales dont la situation a été réglée avant ou après la date de ces actes, par les textes visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente ordonnance ou par des dispositions prises à leur encontre par l'ennemi.

Cependant, si l'acquéreur ou détenteur rapporte la preuve que son acquisition a été faite au juste prix, la preuve de la violence incombera au propriétaire dépossédé.

L'exception d'acquisition au juste prix devra être soulevée *in limine litis* et au plus tard dans le mois de l'assignation à peine de forclusion.

ART. 12. — Les conséquences de l'annulation prononcée seront celles attachées par le droit commun à la nullité pour vice de consentement.

Cependant, lorsque l'acquéreur aura connu au temps de l'acte les circonstances qui, dans les termes de l'article précédent, auront entraîné l'annulation, et si, par ailleurs, l'acquisition n'a pas été faite au juste prix, les règles édictées au Titre 1<sup>er</sup> contre l'acquéreur seront appliquées.

Dans les autres cas le propriétaire dépossédé devra rembourser non seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de l'acte et le montant des impenses nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Le juge pourra accorder des délais. L'acquéreur conservera les fruits jusqu'à la demande en annulation. Ces règles, sauf en ce qui concerne le remboursement du prix principal, s'appliqueront spécialement en cas de disposition à titre gratuit.

### TITRE III

#### *Dispositions communes*

ART. 13. — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables aux titres et valeurs mobilières vendus soit en Bourse par un ministère d'agent de change, soit par l'intermédiaire d'un banquier en valeurs ou d'un établissement de banque, dans les conditions ordinaires d'un marché en banque, c'est-à-dire sans l'indication de la contre-partie. Toutefois, la revendication restera possible, si l'acheteur ou le sous-acquéreur a eu connaissance de l'origine de la propriété.

ART. 14. — En cas d'augmentation de capital postérieure à la déposition du propriétaire, celui-ci aura droit, moyennant le remboursement du montant de la souscription, aux actions souscrites par le détenteur de ses actions.

Si l'augmentation du capital a eu comme conséquence de rendre le propriétaire dépossédé minoritaire, celui-ci aura le droit de demander à la place de ses actions leur valeur au jour de la demande.

ART. 15 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables lorsque les biens, droits ou intérêts ont fait l'objet soit d'une réquisition en propriété, soit d'une expropriation pour cause d'utilité publique, soit d'une acquisition par la colonie, en vertu du droit de préemption et de priorité.

Toutefois, les acquisitions faites dans les formes prévues à l'alinéa précédent de biens, droits ou intérêts mis sous séquestre ou sous administration provisoire, en vertu des actes dits « lois, décrets, arrêtés ou règlements » du prétendu Gouvernement de Vichy, pourront donner lieu à rétrocession sur la demande du propriétaire dépossédé, à la condition qu'une décision du Gouverneur en conseil reconnaisse que leur maintien sous la main de la colonie ou d'une autre collectivité publique ne répond plus à la notion d'utilité publique. La décision du Gouverneur en conseil devra être rendue dans un délai de trois mois à partir de la date de la demande.

La rétrocession sera alors consentie moyennant un prix égal au prix ou à l'indemnité fixé lors de l'acquisition. Dans le cas où le prix ou l'indemnité auraient été confisqués en tout ou partie la compensation s'établira de plein droit avec le montant des sommes revenant au propriétaire dépossédé en application de l'article 16 ci-après.

ART. 16 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — Un décret fixera les conditions dans lesquelles pourront être éventuellement remboursées les prélèvements exercés sur le produit des aliénations ou sur les autres avoirs de l'intéressé, en application des actes dits lois, décrets, arrêtés ou règlements de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français », ainsi que les conditions dans lesquelles pourront être indemnisées, le cas échéant, les personnes physiques ou morales relevées de la qualification de mauvaise foi en vertu de l'article 4 ci-dessus.

Ledit décret déterminera également les modalités de remboursement éventuel par la colonie des frais d'expertise, des frais de régie, des sommes perçues à titre d'honoraire par les administrateurs provisoires ou par les commissaires aux comptes sous réserve des dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 14 novembre 1944 tel que cet article a été rendu applicable aux territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies.

### TITRE IV

#### *Procédure*

ART. 17. — Dans les cas prévus par la présente ordonnance, la demande est portée devant le président du tribunal civil ou en matière commerciale devant le président du tribunal civil ou du tribunal de commerce au choix du demandeur.

Ceux-ci statuant en la forme de référés, décident au fond sur toutes les questions soulevées par l'application de la présente ordonnance, quelles que soient les personnes mises en cause. Ils peuvent prescrire toutes mesures d'instruction, entendre tous témoins en la forme prévue par les articles 407 et suivants du code de procédure civile. Ils statuent sur les dépens. Le ministère d'un avoué n'est pas obligatoire.

Le président qui constatera la nullité ou prononcera l'annulation des actes, ordonnera la restitution immédiate des biens, droits et intérêts avant toute mesure d'instruction qui pourrait être nécessaire pour régler les droits des parties et sauf accord contraire de celles-ci, désignera une personne compétente avec mission de faire l'inventaire des biens restitués.

ART. 18. — Les décisions rendues en vertu des dispositions de la présente ordonnance sont exécutoires nonobstant appel sur minute et avant enregistrement.

Elles ne sont pas susceptibles d'opposition lorsque la partie a été citée à personne. Elles sont toujours susceptibles d'appel dans le délai de quinzaine à dater du jour de leur signification. L'appel sera jugé sommairement et sans procédure conformément à l'article 809 du Code de procédure civile.

Le pourvoi en cassation sera introduit dans les formes du droit commun.

La voie de la tierce opposition sera ouverte à tout intéressé.

ART. 19. — Le président du tribunal ordonnera toute radiation de transcriptions, inscriptions ou transferts. Ces radiations seront opérées nonobstant toutes dispositions contraires des articles 548, 549 et 550 du Code de procédure civile sur simple production d'une expédition de la décision qui les aura prescrites.

ART. 20. — L'assignation et tous rapports d'expert doivent être obligatoirement communiqués par les soins du greffier au Procureur de la République.

Au cas où il résulterait des faits de la cause que l'acquéreur a acheté à un prix inférieur de plus du quart au juste prix, il pourra, à la requête du ministère public, être frappé d'une amende civile égale à la différence entre le juste prix et son prix d'acquisition.

ART. 21 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — La demande en nullité ou en annulation ne sera plus recevable après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date de la promulgation des textes d'application de la présente ordonnance aux territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies.

Cependant, dans le cas où le propriétaire dépossédé fera la preuve qu'il s'est trouvé, même sans force majeure, dans l'impossibilité matérielle d'agir dans ce délai, le juge pourra le relever de la forclusion.

ART. 22. — Si le propriétaire dépossédé est prisonnier ou déporté, le ministère public pourra demander la nomination d'un administrateur provisoire pouvant être pris parmi les parents ou alliés du propriétaire. La nomination d'un administrateur provisoire sera de droit si elle est demandée par le conjoint ou par un ascendant ou descendant.

En cas de décès ou de disparition du propriétaire dépossédé, et si celui-ci ne laisse aucun héritier au rang successible, le ministère public devra d'office requérir la nullité des actes prévus à la présente ordonnance.

ART. 23 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — Dans un délai de six mois, à compter de la date de promulgation des textes d'application de la présente ordonnance aux territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies, le chef de la colonie dressera la liste des droits, biens et intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> qui n'auraient pas été revendiqués par leurs propriétaires aux fins de transmission au ministère public qui devra provoquer la mise sous séquestre desdits biens, droits et intérêts.

Un décret fixera les conditions de dévolution des biens, droits et intérêts ainsi placés sous séquestre qui ne seraient pas restitués en conséquence d'une demande de constatation de nullité dans le délai légal par les propriétaires dépossédés.

ART. 24. — Les décisions, les extraits, copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés ainsi que les significations qui en seront faites, de même que tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente ordonnance, seront dispensés de toute perception au profit du Trésor. Ils porteront la mention qu'ils ont été faits en exécution de ce texte.

Les honoraires des officiers publics ou ministériels et experts et les salaires des conservateurs des hypothèques seront réduits de moitié.

## TITRE V

### *Dispositions diverses*

ART. 25 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — Un décret fixera les conditions dans lesquelles pourront être rouvertes les opérations de faillite ou de liquidation judiciaire définitivement clôturées lorsque le failli ou le liquidé aura été mis par le fait de l'occupation ennemie ou de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » dans l'obligation de quitter postérieurement au 16 juin 1940 la direction de son commerce ou dans l'impossibilité de faire valoir la plénitude de ses droits.

ART. 26. — Les transactions, les résiliations et rétrocessions effectuées en vertu des articles 12 et 13 de l'ordonnance du 14 novembre 1944, portant première application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle produisent, du point de vue fiscal, les mêmes effets qu'une annulation judiciaire à la condition d'être homologués en justice par le président du tribunal saisi sur simple requête.

ART. 27 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — La cession postérieure à la date de mise en vigueur des ordonnances relatives au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire de chaque colonie, des droits de toute nature reconnus par la présente ordonnance aux personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> est nulle et de nul effet.

Est pareillement nulle et de nul effet toute obligation contractée pour rémunération de ses services ou de ses avances envers tout intermédiaire qui, moyennant émoluments convenus au préalable, se charge

d'assurer aux ayants droit visés à l'alinéa précédent, le bénéfice d'accords amiables ou de décisions judiciaires.

Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés ci-dessus sera puni des peines prévues par l'acte dit « loi du 3 avril 1942 », provisoirement applicable, prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents.

ART. 28 (*modifié par le décret du 20 juillet 1945*). — Quiconque détient ou a détenu à un titre quelconque est ou a été titulaire même par voie d'adjudication publique, judiciaire ou autre de biens, droits ou intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est tenu d'en faire la déclaration au chef de la colonie dans le délai d'un mois; à compter de la mise en vigueur de la présente ordonnance par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette déclaration devra préciser la nature et la situation desdits biens, droits et intérêts, le nom ou la raison sociale des personnes physiques ou morales à qui ils appartiennent ou ont appartenu, les conditions dans lesquelles est intervenue la détention ou l'acquisition ainsi que, le cas échéant, les modalités de l'aliénation survenue ultérieurement. Cette prescription n'est toutefois pas applicable aux administrateurs séquestres, administrateurs provisoires, gérants ou liquidateurs déjà tenus à déclaration en vertu de l'article 8 de l'ordonnance du 14 novembre 1944 susvisée.

Quiconque a reçu en dépôt des objets mobiliers à titre gratuit ou à titre onéreux, depuis le 16 juin 1940, et ne les a pas déjà restitués est astreint, suivant la même procédure, à faire une déclaration spéciale comprenant le nom et la dernière adresse connue du déposant, une description détaillée du bien mobilier mis en dépôt le nom et l'adresse du dépositaire.

Les dépositaires à titre professionnel, qui sont astreints à la tenue d'une comptabilité, sont dispensés de cette déclaration.

ART. 29. — Sera punie d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 3.000 à 300.000 francs toute personne qui n'aura pas formulé, dans le délai légal, la déclaration prévue par l'article 28 ci-dessus.

Sera puni des peines prévues par l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal, tout administrateur séquestre, administrateur provisoire, gérant ou liquidateur qui, directement ou indirectement ou par personne interposée, aura acquis, en tout ou en partie, les biens, droits ou intérêts dont la gestion lui avait été confiée.

Sera puni des peines prévues aux articles 406 et 408, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal, tout acquéreur des biens ayant fait l'objet des mesures visées à l'article 1<sup>er</sup> qui aura revendu lesdits biens en violation de la clause du contrat d'aliénation lui imposant un délai d'incessibilité.

Sera puni des peines prévues par l'article 408, alinéa 2, du Code pénal, tout acquéreur qui, par des manœuvres frauduleuses, aura dilapidé ou tenté de dilapider les biens visés à l'article 1<sup>er</sup>, ou plus généralement tenté de mettre obstacle à la restitution éventuelle desdits biens.

Aucune exception tirée de l'existence d'une procédure pénale instituée en vertu du présent article ne pourra être opposée devant le juge saisi à l'effet de suspendre la procédure établie par les articles précédents.

ART. 30. — Toutes conventions de complaisance conclues postérieurement au 16 juin 1940 avec des tiers, par les personnes physiques ou morales visées à l'article 28 de la présente ordonnance, à l'effet de transférer des biens, droits ou intérêts de toute sorte avec réserve des droits du cédant par clause occulte entre les parties, pourront être prouvées par tous les moyens.

ART. 31. — Tout dépôt confié à un tiers, postérieurement au 16 juin 1940, par les mêmes personnes physiques ou morales sera considéré comme un dépôt nécessaire et pourra être prouvé par tous les moyens.

ART. 32. — Un décret fixera pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les modalités d'application de la présente ordonnance en ce qui concerne les services compétents pour en assurer l'exécution et les conditions dans lesquelles les déclarations devront être produites.

ART. 33. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie.

Des décrets régleront ses conditions d'application dans les territoires relevant du Ministère des Colonies.

ART. 34. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 21 avril 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
François de MENTHON.

*Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
A. TIXIER.

#### **Chemins de Fer Coloniaux**

ARRETE N° 192/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — L'arrêté ministériel du 27 décembre 1945 fixant pour l'année 1946 les contributions à verser par les budgets locaux des chemins de fer et destinées à couvrir les dépenses de la régie générale des chemins de fer coloniaux;

2<sup>o</sup> — L'arrêté ministériel du 27 décembre 1945 portant approbation du budget pour l'année 1946 de la régie générale des chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

## ARRETE ministériel du 27 décembre 1945.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'acte dit loi du 28 février 1944 portant organisation des chemins de fer coloniaux, et notamment son article 11;

Le conseil d'administration de la régie générale des chemins de fer coloniaux entendu dans sa séance du 7 décembre 1945;

Sur la proposition du président du conseil d'administration de la régie générale des chemins de fer coloniaux,

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant des contributions obligatoires prévues à l'article 11 de l'acte dit loi du 28 février 1944 susvisé, et destinées à couvrir les dépenses de la régie générale des chemins de fer coloniaux, est fixé pour l'année 1946 comme suit :

Versement par chacun des réseaux :

Des chemins de fer de l'Afrique occidentale française,

Des chemins de fer du Togo;

Des chemins de fer du Cameroun;

Des chemins de fer de l'Afrique équatoriale française;

Des chemins de fer de Madagascar, d'une contribution calculée de la manière suivante :

1<sup>o</sup> — 500 F par kilomètre de voie métrique effectivement exploitée (ou 300 F par kilomètre de voie de 60);

2<sup>o</sup> — Pourcentage de 0,50 p. 100 des recettes d'exploitation de l'exercice en cours;

3<sup>o</sup> — Pourcentage de 1 p. 100 sur le montant total des marchés passés au cours de l'exercice.

ART. 2. — Les versements à la régie générale des sommes correspondantes seront effectués :

En début de semestre pour les contributions kilométriques;

En fin de trimestre pour les pourcentages sur les recettes.

ART. 3. — Les régies locales n'étant pas encore constituées les contributions ci-dessus seront supportées par les budgets locaux des chemins de fer correspondants.

ART. 4. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoires et le président du conseil d'administration de la régie générale des chemins de fer coloniaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des colonies et territoires intéressés, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 décembre 1945.

Jacques SOUSTELLE.

## ARRETE ministériel du 27 décembre 1945.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'acte dit loi du 28 février 1944 portant création de la régie générale des chemins de fer coloniaux et notamment les articles 4 et 11,

Vu l'arrêté fixant pour l'année 1946 les contributions à verser par les budgets locaux des chemins de fer et destinées à couvrir les dépenses de la régie générale des chemins de fer coloniaux;

Le conseil d'administration de la régie générale des chemins de fer coloniaux entendu dans sa séance du 7 décembre 1945;

Sur la proposition du président du conseil d'administration de la régie générale des chemins de fer coloniaux,

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget de l'exercice 1946 de la régie générale des chemins de fer coloniaux est arrêté, en recettes et dépenses, à la somme de 10.462.400 F, répartie comme suit :

RECETTES		PRÉVISION
		francs
Recettes directes . . . . .		10.412.400
Recettes d'ordre . . . . .		50.000
Total des recettes . . . . .		10.462.400
DÉPENSES		CRÉDITS ouverts
		francs
Personnel . . . . .		7.850.000
Matières et matériel . . . . .		1.767.400
Frais généraux . . . . .		270.000
Remboursements au Trésor . . . . .		515.000
Dépenses d'ordre . . . . .		60.000
Total des dépenses . . . . .		10.462.400

## RECAPITULATION GENERALE

Recettes . . . . .	10.462.400 »
Dépenses . . . . .	10.462.400 »

ART. 2. — Le président du conseil d'administration de la régie générale des chemins de fer coloniaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 décembre 1945.

Jacques SOUSTELLE.



## Personnel

## Chemins de Fer Coloniaux

ARRETE No 194/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo le 15 juin 1939;

Vu le décret du 20 octobre 1945 modifiant et complétant le décret du 19 mai 1939 susvisé, promulgué au Togo le 21 décembre 1945;

Vu le décret du 15 octobre 1945 fixant les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo le 21 décembre 1945;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-0189 du 29 décembre 1945 modifiant et complétant le décret du 19 mai 1939 portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 19 mai 1939, fixant le statut du personnel des chemins de fer coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment le décret n° 45-2485 du 20 octobre 1945;

Vu le décret n° 45-2379 du 15 octobre 1945, fixant les traitements attribués aux personnels de direction et aux agents supérieurs des chemins de fer coloniaux;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier alinéa de l'article 5 du décret du 19 mai 1939, portant statut du personnel des chemins de fer coloniaux est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les Directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux sont classés à la première catégorie « B » pour les passages. Toutefois, les Directeurs et sous-directeurs sont classés à la première catégorie « A » lorsque leur solde est équivalente ou supérieure à celle attribuée à un Directeur du réseau de l'Afrique Occidentale ou de l'Indochine à l'échelon de solde C ».

ART. 2. — Les cinquième et sixième alinéas de l'article 31 du décret du 19 mai 1939, modifiés par le décret du 20 octobre 1945 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Si les agents de la société nationale des chemins de fer français, détachés dans le cadre général des chemins de fer coloniaux, viennent à bénéficier, dans leur réseau d'origine, d'un avancement d'échelle ou d'échelon qui leur aurait permis d'être classés à un échelon supérieur à celui qui leur a été attribué, ils pourront être inscrits au tableau d'avancement en vue de leur nomination à cet échelon dans les conditions prévues par le présent décret.

« Dans le cas où l'avancement d'échelle ou d'échelon dans le réseau d'origine serait prononcé au cours de la première année de détachement à la colonie des bénéficiaires, ceux-ci pourront être reclassés d'office à l'échelon supérieur, pour compter de la date à laquelle ils ont obtenu ledit avancement ».

ART. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 29 décembre 1945.

C. DE GAULLE

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Le Ministre des Colonies,  
Jacques SOUSTELLE.

## Ingénieurs météorologistes des colonies

## Transmissions coloniales -

ARRETE No 193/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies, promulgué au Togo le 25 octobre 1945;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-0194 du 29 décembre 1945 modifiant le statut des ingénieurs météorologistes des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;



Vu le décret du 7 mai 1938 réorganisant le personnel du service météorologique des colonies et les textes modificatifs ultérieurs;

Sur le rapport du ministre des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 1945, les assistants météorologistes principaux du cadre général et les assistants météorologistes principaux des cadres locaux qui, en raison de l'impossibilité née des circonstances de guerre d'organiser l'examen professionnel prévu à l'article 7 du décret du 7 mai 1938, n'ont pu se présenter audit examen, pourront être nommés ingénieurs météorologistes adjoints des colonies, sur proposition des Gouverneurs généraux et Gouverneurs intéressés ou de l'inspecteur général, chef du service de la météorologie coloniale, si les intéressés sont en France et après avis de la commission de classement prévue à l'article 16 dudit décret.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 décembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République,

*Le Ministre des Colonies,*  
Jacques SOUSTELLE.

ARRETE N° 184/Cab. du 13 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CRÔIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 23 août 1944, portant création du cadre général des transmissions coloniales; promulgué au Togo le 28 février 1945, ensemble les textes modificatifs subséquents;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 46-182 du 13 février 1946 portant modification du texte organique du 23 août 1944 créant le cadre général des transmissions coloniales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'Outre-Mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 23 août 1944, portant création du cadre général des transmissions coloniales et les textes subséquents;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles énumérés ci-dessous du décret du 23 août 1944, portant création du cadre général des transmissions coloniales sont remplacés par les articles suivants :

#### CONDITIONS SPÉCIALES DE RECRUTEMENT ET DE STAGE

« Art. 8. — Les conditions spéciales de recrutement et de stage pour les diverses branches du cadre général des transmissions coloniales sont les suivantes :

##### 1. — Personnel ingénieurs.

(Section des radioélectriciens  
et section des installations).

« Le recrutement s'effectue :

« A. — Au concours direct, dont les conditions seront fixées par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

« B. — Sur titres :

« 1<sup>o</sup> — Parmi les ingénieurs diplômés de l'école polytechnique titulaires, en outre, du diplôme d'ingénieur d'une des écoles visées au paragraphe 3<sup>o</sup> ci-après;

« 2<sup>o</sup> — Parmi les ingénieurs diplômés de l'école polytechnique pouvant justifier, en outre, de deux années de pratique dans l'industrie des télécommunications, ainsi que parmi les docteurs ès sciences et les ingénieurs docteurs;

« 3<sup>o</sup> — Parmi :

« a) Les anciens élèves titulaires de l'école nationale supérieure des télécommunications ayant obtenu le diplôme d'ingénieur civil des télécommunications avec la mention complète : « Electricité industrielle, transmission par fil, radioélectricité, électro-acoustique » ;

« b) Les anciens élèves titulaires de l'école nationale supérieure des télécommunications ayant obtenu le diplôme d'ingénieur civil des télécommunications avec la mention « Transmission par fil, radioélectricité, électro-acoustique » et titulaires, en outre, du diplôme d'ingénieur électricien délivré par l'école supérieure d'électricité;

« c) Les ingénieurs diplômés des écoles suivantes :

« Ecole supérieure d'électricité (section normale ou section radioélectricité) (première moitié de la promotion de chaque section);

« Ecole centrale des arts et manufactures (cent premiers de chaque promotion);

« Ecole de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (première moitié de la promotion des ingénieurs physiciens);

« 4<sup>o</sup> — Parmi :

« a) Les ingénieurs diplômés des écoles suivantes :

« Instituts électrotechniques de Grenoble, Toulouse, Nancy (premier tiers de chaque promotion);

« Ecole nationale des arts et métiers de Paris, Angers, Châlons, Lille, Aix-en-Provence et Cluny (ingénieurs médaillés), ainsi que les écoles libres d'arts et métiers de Lille et de Reims (cinq premiers de chaque promotion);

« Ecole centrale lyonnaise (premier quart des promotions de la spécialité électrotechnique);

« b) Les titulaires de la licence ès sciences constituée par des certificats des sciences mathématiques ou des sciences physiques, possédant en outre un certificat d'électricité ou de radioélectricité, et parmi les titulaires de la licence ès sciences accompagnée soit d'un diplôme d'ingénieur électricien au titre de l'article 8 de la loi du 10 juillet 1934 et du décret du 26 mars 1936, soit d'un diplôme d'ingénieur radioélectricien délivré par une faculté des sciences.

« C. — Au concours professionnel.

« Ce concours, dont le programme et les conditions sont fixés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, est réservé aux agents du cadre général des transmissions coloniales du grade de chef de poste radio-électricien, de contrôleur principal des installations radioélectriques, de contrôleur principal des centraux téléphoniques et télégraphiques de 3<sup>e</sup> classe, de 2<sup>e</sup> classe et de 1<sup>re</sup> classe avant 3 ans.

« Toutefois, tous les agents appartenant au cadre général peuvent être autorisés, sur proposition du chef de territoire ou du chef du service des transmissions coloniales s'ils sont en service au département, à subir les épreuves d'admissibilité du concours professionnel sous réserve qu'ils réunissent au moins deux ans de service dans le cadre général ou comme contractuels assimilés.

« Les candidats recrutés au concours direct ou sur titres sont astreints avant leur titularisation dans le cadre général des transmissions coloniales à un stage d'une durée maximum de trois années. Leur admission en qualité de stagiaire est prononcée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer. Le point de départ du stage et la date de prise en solde des intéressés feront l'objet d'un certificat délivré par le chef du service des transmissions coloniales.

« Ce stage s'effectue en deux parties en principe :

« La première partie dans la métropole avant l'embarquement colonial aux fins de donner aux stagiaires un enseignement précolonial soit au département ou dans un service technique de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones ou de la radiodiffusion française, soit dans un établissement industriel agréé par le ministre de la France d'outre-mer. La première partie du stage est d'une durée d'un an environ. La deuxième partie du stage s'effectue à la colonie. Toutefois, la totalité du stage peut s'effectuer à la colonie.

« Au cours de leur premier séjour colonial, après qu'ils ont accompli un an de présence à la colonie, et avant l'expiration d'un délai de trois ans décompté

depuis le début du stage, les stagiaires sont l'objet, de la part du chef de colonie, sur avis motivé du chef de service intéressé, d'une proposition de titularisation ou d'une proposition de licenciement.

« Le stagiaire peut toutefois être licencié à toute époque du stage pour insuffisance professionnelle sur la proposition du chef du service des transmissions coloniales ou du chef de territoire suivant que l'intéressé se trouve en France ou à la colonie.

« L'inscription au tableau de nomination est faite à compter de la date de la proposition d'inscription et au plus tard à l'expiration de la durée maximum du stage.

« Le licenciement est prononcé par le ministre de la France d'outre-mer.

« Les stagiaires licenciés à la colonie auront droit au passage de retour dans les conditions prévues à l'article 31 du décret du 3 juillet 1897 et pourront recevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues à l'article 18 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde.

« Les candidats provenant du concours professionnel ne sont pas soumis au stage prévu ci-dessus. Ils sont intégrés dans le cadre au grade d'ingénieur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe, à compter de la date à laquelle la liste de classement du concours est publiée au *Journal officiel* de la République française. Ils peuvent toutefois être appelés, s'ils sont en France, et en attendant leur départ colonial, à acquérir un complément de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les stagiaires. Ils conservent s'il y a lieu, à titre personnel, après leur nomination définitive dans le personnel ingénieurs, le bénéfice de la solde dont ils jouissaient dans leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure.

« Les candidats provenant du concours direct n'appartenant pas à l'administration coloniale sont immédiatement pris en solde dans les mêmes conditions que les stagiaires jusqu'à leur embarquement pour la colonie.

« L'admission des stagiaires dans le cadre général des transmissions coloniales ainsi que des candidats provenant du concours professionnel est faite au grade d'ingénieur adjoint de 4<sup>e</sup> classe, sauf en ce qui concerne :

« a) Les stagiaires recrutés au titre du B (1<sup>o</sup>) qui sont nommés ingénieurs de 4<sup>e</sup> classe;

« b) Les stagiaires recrutés au titre du B (2<sup>o</sup>) qui sont nommés ingénieurs adjoints de 1<sup>re</sup> classe;

« c) Les stagiaires recrutés au titre du B (3<sup>o</sup>) qui sont nommés ingénieurs adjoints de 2<sup>e</sup> classe.

« Les stagiaires ayant suivi, en sus de la scolarité normale, avant ou après leur recrutement, l'enseignement précolonial, pourront, après avis de la commission de classement, être nommés à la classe supérieure à celle à laquelle ils peuvent prétendre en application des présentes dispositions, ou bénéficier d'une bonification d'ancienneté en vue de l'avancement à la classe supérieure.

« Le temps de stage effectué dans la métropole ainsi que le temps de scolarité d'enseignement précolonial suivi avant le recrutement sont pris en compte pour leur durée réelle dans le calcul de l'ancienneté pour l'avancement à la classe supérieure. »

« Le temps de stage effectué à la colonie n'est pris en compte que pour une durée d'un an dans le calcul de cette ancienneté. »

Pendant toute la durée du stage et jusqu'à leur nomination définitive, les stagiaires perçoivent, sur le budget du service ou de la colonie auquel ils ont été affectés, la solde et les accessoires de solde afférents au grade avec lequel ils seront admis dans le cadre général.

« Toutefois, les stagiaires ne jouiront pas de la solde résultant du surclassement pour enseignement précolonial prévu ci-dessus. »

## II. — Personnel de contrôle et de maîtrise.

### A. — Services administratif et d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones.

« Les contrôleurs stagiaires du cadre général des transmissions coloniales sont recrutés au concours ouvert pour le recrutement des contrôleurs stagiaires de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et dans les conditions générales d'admission exigées par cette administration. »

« Le nombre de places au titre du cadre général des transmissions coloniales sera fixé à l'occasion de chaque concours. Ces places seront réservées aux candidats ayant concouru à ce titre. »

« Les contrôleurs stagiaires du cadre général des transmissions coloniales, recrutés suivant les règles édictées ci-dessus, sont astreints aux mêmes conditions de stage que celles imposées aux contrôleurs stagiaires de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, suivant les modalités qui seront fixées par arrêté spécial. »

### B. — Service radioélectrique.

« I. — Les sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires du cadre général des transmissions coloniales sont recrutés : »

« a) Au concours direct, dont les conditions et le programme seront fixés par un arrêté spécial du ministre de la France d'outre-mer. »

« Une majoration de points sera accordée aux candidats titulaires de certains brevets de radiotélégraphiste délivrés soit par l'administration des postes, télégraphes et téléphones, soit par les formations spécialisées des armées de terre, de mer et de l'air, soit par des écoles privées de radiotélégraphie reconnues par l'Etat. »

« Le nombre de points correspondant à ces brevets ou diplômes sera fixé à l'occasion de chaque concours par décision ministérielle ; »

« b) Sur titres, parmi les candidats titulaires du brevet de 1<sup>re</sup> classe de radiotélégraphiste délivré par l'administration des postes, télégraphes et téléphones. »

« Les sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires sont astreints à un stage d'une durée d'un an pouvant

être effectué dans une station radioélectrique ou de radiodiffusion de la métropole ou d'un territoire d'outre-mer. »

« A l'expiration de cette période, les sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires peuvent être proposés par l'autorité administrative dont ils relèvent pour le grade de sous-chef de poste de 3<sup>e</sup> classe. Ceux qui ne sont pas titularisés peuvent être autorisés à faire une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont, soit titularisés dans la 3<sup>e</sup> classe de sous-chef de poste radioélectricien, soit licenciés. »

« II. — Les contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques sont recrutés : »

« a) Au concours direct, dont les conditions et le programme seront fixés par un arrêté spécial du ministre de la France d'outre-mer. »

« Une majoration de points sera accordée aux candidats titulaires des brevets ou diplômes de certaines écoles techniques comportant une section électricité ou radioélectricité. »

« Le nombre de points correspondant à ces brevets ou diplômes sera fixé à l'occasion de chaque concours par décision ministérielle ; »

« b) Sur titres parmi les candidats possédant le diplôme d'ingénieur de l'une des écoles suivantes :

« Ecole d'électricité et de mécanique industrielle de Paris (école Violet) (section électricité ou radioélectricité) ; »

« Ecole théorique et pratique d'électricité et de mécanique (école Bréguet) (section électricité ou radioélectricité) ; »

« Ecole spéciale de mécanique et d'électricité (école Sudria) ; »

« Ecole d'électricité industrielle de Paris (école Charliat) ; »

« Ecole d'électricité industrielle de Marseille (section d'électricité et de mécanique) ; »

« Institut électrotechnique de Lille. »

« Les contrôleurs des installations radioélectriques stagiaires sont astreints à un stage d'une durée d'un an pouvant être effectué dans une station radioélectrique ou de radiodiffusion de la métropole ou d'un territoire d'outre-mer. »

« A l'expiration de cette période les contrôleurs des installations radioélectriques stagiaires peuvent être proposés par l'autorité administrative dont ils relèvent pour le grade de contrôleur des installations radioélectriques de 3<sup>e</sup> classe. Ceux qui ne sont pas titularisés peuvent être autorisés à faire une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont soit titularisés dans la 3<sup>e</sup> classe de contrôleur des installations radioélectriques, soit licenciés. »

« Le licenciement des sous-chefs de poste radioélectriciens stagiaires et des contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques est prononcé par le ministre de la France d'outre-mer. Les stagiaires licenciés à la colonie auront droit au passage de retour dans les conditions prévues à l'article 31 du décret du 3 juillet 1897 et pourront recevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues à l'article 18 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde. »

C. — Services techniques des postes, télégraphes et téléphones.

1. — Centraux téléphoniques et télégraphiques.

« Les contrôleurs stagiaires des centraux téléphoniques et télégraphiques sont recrutés au concours ouvert pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations électromécaniques de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones et dans les conditions générales d'admission exigées de cette administration.

« Le nombre de places au titre du cadre général des transmissions coloniales sera fixé à l'occasion de chaque concours. Ces places seront réservées aux candidats ayant concouru à ce titre.

« Les contrôleurs stagiaires des centraux téléphoniques et télégraphiques recrutés suivant les règles édictées ci-dessus sont astreints aux mêmes conditions de stage que celles imposées aux contrôleurs stagiaires de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, suivant des modalités qui seront fixées par arrêté spécial.

2. — Lignes et installations d'abonnés.

« Les vérificateurs et vérificateurs stagiaires du service des installations, les chefs d'équipe et chefs d'équipe stagiaires du service des lignes sont recrutés au concours ouvert pour le recrutement des agents des installations extérieures et des chefs d'équipe des lignes de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones, selon des modalités qui seront fixées par arrêté spécial.

« Le nombre de places au titre du cadre général des transmissions coloniales sera fixé à l'occasion de chaque concours. Ces places seront réservées aux candidats ayant concouru à ce titre.

« Les vérificateurs et vérificateurs stagiaires du service des installations, les chefs d'équipe et chefs d'équipe stagiaires du service des lignes du cadre général des transmissions coloniales recrutés suivant les règles édictées ci-dessus, sont astreints aux mêmes conditions de stage que celles imposées aux agents des installations extérieures et aux chefs d'équipe des lignes des postes, télégraphes et téléphones, suivant des modalités qui seront fixées par l'arrêté spécial visé ci-dessus ».

« Art. 11. — L'accès à la hiérarchie des ingénieurs principaux est réservé :

« 1<sup>o</sup> — Pour la moitié des vacances aux ingénieurs diplômés de l'école polytechnique, classés à la sortie de cette école parmi les ingénieurs élèves des postes, télégraphes et téléphones astreints à servir six ans aux colonies, et ayant satisfait, après un cycle complet d'études, aux examens de l'école nationale supérieure des télécommunications ;

« 2<sup>o</sup> — Pour l'autre moitié des vacances par voie de concours ouvert au personnel de direction technique (ingénieurs et ingénieurs adjoints du cadre général et agents contractuels assimilés).

« La liste des candidats admis à se présenter est arrêtée par le ministre de la France d'outre-mer après que les intéressés ont été mis en mesure de faire connaître qu'ils désirent effectivement se présenter audit concours.

« Cette liste comprend deux parties :

« Ne pourront être inscrits sur la première partie de ladite liste que les ingénieurs, ingénieurs adjoints de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe ainsi que les agents contractuels assimilés au grade d'ingénieur ou d'ingénieurs adjoints de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe, âgés de moins de quarante-deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours et comptant au moins six années de service, ou comme agent contractuel assimilé, dont trois ans de service outre-mer.

« Ne pourront être inscrits sur la deuxième partie de la liste susvisée que les ingénieurs de 1<sup>re</sup> classe et les ingénieurs hors classe comptant au moins quinze ans de service, ou comme agent contractuel assimilé, dont huit ans de service outre-mer.

« Le programme du concours comporte :

« a) Pour les candidats inscrits sur la première partie de la liste, des épreuves d'un niveau équivalent à l'examen d'aptitude au grade d'ingénieur des postes, télégraphes et téléphones réservé aux ingénieurs des travaux de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones ;

« b) Pour les candidats inscrits sur la deuxième partie de la liste, d'une part, l'établissement d'un travail personnel portant sur un sujet technique choisi par le candidat et soumis six mois avant la date du concours à l'agrément du jury du concours qui devra notifier à l'intéressé dans un délai d'un mois si le sujet qu'il présente est admis ou non. Le candidat pourra soumettre plusieurs sujets à la décision du jury. Le travail correspondant au sujet agréé devra être présenté au jury un mois avant la date fixée pour le concours.

« D'autre part, des interrogations orales portant sur le travail ainsi établi, la pratique du service, notions générales sur le droit administratif, la réglementation des télécommunications et une matière technique, au choix de l'intéressé comprise parmi celles qui auront été énumérées dans un arrêté du ministre de la France d'outre-mer pris à cet effet.

« Le fait d'avoir été inscrit sur la première partie de la liste d'admission au concours ne fait pas obstacle à ce que l'intéressé puisse être inscrit sur la deuxième partie de cette liste. Toutefois, aucun candidat ne pourra être inscrit plus de trois fois sur la liste des candidats admis à se présenter, aucune discrimination n'étant faite à cet égard entre la première partie ou la deuxième partie de ladite liste.

« Le jury du concours sera constitué en majorité par des ingénieurs ou des ingénieurs en chef des postes, télégraphes et téléphones et présidé par un inspecteur général ou un ingénieur en chef des postes, télégraphes et téléphones désigné par un arrêté commun du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des postes, télégraphes et téléphones.

« Les candidats inscrits sur la première partie de la liste du concours nommés ingénieurs principaux à la suite des épreuves de ce concours débutent dans la hiérarchie des ingénieurs principaux, suivant le cas, soit au premier échelon de la 4<sup>e</sup> classe du grade d'ingénieur principal, soit à une classe d'ingénieur principal comportant un traitement de grade égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancien grade.

« Les candidats inscrits sur la deuxième partie de la liste du concours nommés ingénieurs principaux à la suite des épreuves de ce concours débutent au grade d'ingénieur principal de 4<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, dans la hiérarchie des ingénieurs principaux. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure.

« Le nombre de places d'ingénieurs principaux mises au concours au titre de la première partie de la liste est, en principe, le double de celui des places mises au concours au titre de la deuxième partie de la liste.

« A défaut de candidat dans l'une ou l'autre catégorie des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>, les vacances seront attribuées à l'autre catégorie.

« Les candidats de la catégorie du paragraphe 2<sup>o</sup> doivent obtenir du ministre de la France d'outre-mer l'autorisation de se présenter au concours. Les nominations sont prononcées dans l'ordre de chacune des listes d'admission établies par le jury du concours. Ces listes sont valables jusqu'au concours suivant ».

## II. — *Personnel de direction des services techniques.*

« Art. 17. — Les ingénieurs hors classe sont choisis parmi les ingénieurs de 1<sup>re</sup> classe.

« Les ingénieurs sont choisis :

« a) Parmi les ingénieurs adjoints de 1<sup>re</sup> classe.

« b) Parmi les stagiaires admis dans le cadre général avec le grade d'ingénieur de 4<sup>e</sup> classe ou d'ingénieur adjoint de 1<sup>re</sup> classe, dans les conditions détaillées à l'article 8 (I. — Personnel ingénieurs).

« Art. 18. — Les ingénieurs adjoints sont choisis :

« a) Parmi les stagiaires admis dans le cadre général avec le grade d'ingénieur adjoint de 2<sup>e</sup> ou de 4<sup>e</sup> cl. dans les conditions détaillées à l'article 8 (I. — Personnel ingénieurs);

« b) Parmi les agents du cadre général ayant satisfait aux épreuves du concours professionnel prévu à l'article 8 (I. — Personnel ingénieurs) ».

ART. 2. — Est complété comme suit le décret du 23 août 1944 portant création du cadre général des transmissions coloniales :

« Art. 45 bis. — Les fonctionnaires et agents radioélectriciens titulaires relevant des départements de l'intérieur, de la guerre, de la marine et de l'air et comptant au moins six années de service dans leur administration peuvent être détachés de leur département d'origine, pour une durée minimum de

cinq ans, dans l'une des deux branches du service radioélectrique du cadre général des transmissions coloniales, à un grade et à une classe qui seront déterminés par un arrêté interministériel.

« Art. 45 ter. — Les fonctionnaires et agents faisant l'objet des dispositions de l'article 45 bis ci-dessus pourront être nommés définitivement dans le cadre général des transmissions coloniales après y avoir effectué trois ans de service, si, après avoir obtenu l'autorisation de leur administration, ils font simultanément une demande de démission de leur cadre d'origine et d'entrée dans le cadre général. Leur demande de démission devra être obligatoirement transmise par le ministre de la France d'outre-mer et accompagnée de l'avis du gouverneur général ou gouverneur pour les fonctionnaires en service aux colonies ou du chef du service des transmissions coloniales pour les fonctionnaires en service au ministère de la France d'outre-mer.

« Leur nomination définitive est prononcée par le ministre de la France d'outre-mer. Le fonctionnaire ainsi nommé garde le grade, la classe et l'ancienneté qu'il avait dans le cadre général à titre de détaché ».

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### *Ingénieurs.*

« Art. 60 bis. — 1<sup>er</sup> — A titre transitoire, les ingénieurs diplômés d'une des écoles énumérées à l'article 8 qui remplissent les conditions de recrutement du présent statut, sauf la condition de rang de sortie, ainsi que les ingénieurs diplômés des écoles nationales d'arts et métiers (non médaillés), pourront être recrutés comme contractuels dans les grades d'ingénieur et ingénieur adjoint. Après trois ans de service outre-mer dans des fonctions normalement tenues par des ingénieurs du cadre général, ils pourront être nommés dans le cadre général sur proposition du chef de colonie et après avis favorable, d'une part, d'une commission locale présidée par le chef des services techniques de la colonie dont la composition sera fixée par arrêté du chef de la colonie et, d'autre part, de la commission d'avancement prévue à l'article 29.

« Le classement dans le cadre général de ces ingénieurs sera au plus égal à celui d'un ingénieur de leur promotion qui aurait été recruté dans le cadre au titre des dispositions de l'article 8 et qui réunirait des conditions de services équivalentes;

« 2<sup>o</sup> — Les ingénieurs adjoints en service dans le cadre général à la date du présent décret et ayant été recrutés sur titres seront reclassés.

« Leur reclassement s'effectuera de manière à placer ces fonctionnaires dans la situation qu'ils occuperaient dans le cadre général s'ils y avaient accompli leur carrière en bénéficiant au moment de leur admission des dispositions de l'article 8, compte tenu de leur notation, de leur ancienneté et des rappels de services militaires acquis ou conservés;

« 3<sup>o</sup> — A titre exceptionnel, les fonctionnaires du cadre général qui, par suite des circonstances de guerre, n'ont pu faire acte de candidature au concours d'ingénieur adjoint ayant eu lieu avant la signature du pré-



sont décret et qui auront subi avec succès les épreuves du premier concours professionnel qui la suivra, seront reclassés en principe dans le personnel ingénieur à la concordance de solde immédiatement inférieure.

« Toutefois, leur classement dans le cadre des ingénieurs sera au plus égal à ce qu'il aurait été s'ils avaient été admis au concours ayant lieu avant la signature du présent décret.

« Dans le cas où la solde dont ils bénéficieront après reclassement dans le cadre des ingénieurs serait inférieure à la solde de leur ancien grade, ils conserveront à titre personnel le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient obtenu par avancement une solde supérieure.

#### *Contrôleurs des installations radioélectriques.*

« Art. 60 ter. — À titre transitoire, les anciens élèves des écoles nationales d'arts et métiers et des écoles libres d'arts et métiers de Lille et de Reims ayant obtenu au moins la note 12 de moyenne à l'examen de sortie, et les techniciens diplômés des sections électricité et radioélectricité des écoles Bréguet, Violet et Charliat (cinq premiers de chaque section), qui remplissent les conditions de recrutement du présent statut, pourront être recrutés comme contractuels dans le grade de contrôleur des installations radioélectriques.

« Après trois ans de service outre-mer dans les fonctions normalement tenues par des contrôleurs des installations radioélectriques du cadre général, ils pourront être nommés dans le cadre général sur proposition du chef de la colonie et après avis favorable d'une part d'une commission locale présidée par le chef des services techniques de la colonie dont la composition sera fixée par arrêté du chef de la colonie et d'autre part de la commission d'avancement prévue à l'article 29.

« Le classement dans le cadre général de ces contrôleurs sera au plus égal à celui d'un contrôleur des installations radioélectriques de leur promotion qui aurait été recruté dans le cadre au titre des dispositions de l'article 8 et qui réunirait des conditions de services équivalentes ».

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

ARRETE N° 196/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du Ministère des colonies, promulgué au Togo le 21 août 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — le décret n° 46-255 du 20 février 1946 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs du service des transmissions coloniales;

2<sup>o</sup> — le décret n° 46-256 du 20 février 1946 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs météorologistes coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

DECRET n° 46-255 du 20 février 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance n° 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies;

Vu l'article 7 (1<sup>er</sup> alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 rétablissant la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application l'acte dit arrêté ministériel du 17 septembre 1943 fixant les taux des indemnités de fonctions techniques allouées au personnel des transmissions coloniales;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité de fonctions techniques attribuée aux ingénieurs du cadre général des transmissions coloniales par l'arrêté interministériel validé du 17 septembre 1943 a le caractère de supplément de traitement et suit le sort de la rémunération principale, notamment en ce qui concerne les



retenues pour pension et l'application de la majoration coloniale prévue par le décret du 11 juillet 1945.

Les taux sont fixés comme suit :

Inspecteurs généraux . . . . .	50.000 F.
Ingénieurs en chef . . . . .	60.000
Ingénieurs principaux . . . . .	45.000
Ingénieurs et ingénieurs adjoints . . . . .	30.000

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945 en ce qui concerne le personnel en position de service dans la métropole et à compter du 15 avril 1945 en ce qui concerne le personnel ne se trouvant pas dans cette position.

Fait à Paris, le 20 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

*Le ministre des finances,*  
A. PHILIP.

DECRET n° 46-256 du 20 février 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance n° 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la revision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 45-1611 du 18 juillet 1945 modifiant les statuts de la météorologie coloniale;

Vu le décret n° 45-1987 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs des services des travaux publics, mines et techniques industrielles des colonies;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le complément de solde soumis à retenues pour pension attribué aux ingénieurs météorologistes coloniaux a le caractère de supplément de traitement et suit le sort de la rémunération principale, notamment en ce qui concerne l'application de la majoration coloniale prévue par le décret du 11 juillet 1945.

Les taux en sont fixés comme suit :

Inspecteur général météorologiste et ingénieur météorologiste en chef . . . . .	60.000 F.
Ingénieurs météorologistes principaux . . . . .	45.000
Ingénieurs météorologistes et ingénieurs météorologistes adjoints . . . . .	30.000

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945 en ce qui concerne le personnel en position de service dans la métropole et à compter du 15 avril 1945 en ce qui concerne le personnel ne se trouvant pas dans cette position.

Fait à Paris, le 20 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

*Le Ministre des Finances,*  
A. PHILIP.

#### Géologues des colonies

ARRETE N° 185/Cab. du 13 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 21 août 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 46-194 du 13 février 1946 relatif à l'attribution des compléments de solde au personnel du cadre général des géologues des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945, portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance n° 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la revision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 4 septembre 1937 relatif à l'organisation du cadre général des géologues des colonies, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 45-1987 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 relatif à l'attribution du complément de solde aux ingénieurs des services des travaux publics, mines et techniques industrielles des colonies;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le complément de solde soumis à retenue pour pension attribué au personnel du cadre général des géologues des colonies a le caractère de supplément de traitement et suit le sort de la rémunération principale, notamment en ce qui concerne l'application de la majoration coloniale prévue par le décret du 11 juillet 1945.

Les taux en sont fixés comme suit :

Géologues en chef . . . . .	60.000 F.
Géologues principaux . . . . .	45.000
Géologues et géologues assistants . . . . .	30.000

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> février 1945 en ce qui concerne le personnel en position de service dans la métropole, et à compter du 15 avril 1945 en ce qui concerne le personnel ne se trouvant pas dans cette position.

Fait à Paris, le 13 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*

Marius MOUTET.

*Le Ministre des Finances,*

A. PHILIP.

### Exploitations minières

ARRETE N° 212/Cab. du 22 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo la loi n° 46-188 du 14 février 1946 relative au personnel des exploitations minières et assimilées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1946, le personnel titulaire des exploitations et établissements miniers (mines, minières, ardoisières et exploitations de bauxite) est doté d'un statut dont les dispositions seront fixées par décret pris en conseil des ministres avant le 15 mars 1946 et après consultation d'une commission permanente du statut composée des délégués qualifiés des organisations syndicales les plus représentatives officiellement reconnues.

Ce statut s'appliquera à l'ensemble des personnels titulaires des exploitations et établissements susvisés (ouvriers, employés, cadres de maîtrise et ingénieurs). Il instituera des commissions locales, régionales et nationales de discipline et de conciliation; il fixera les coefficients de hiérarchie professionnelle, les majorations d'ancienneté et définira les catégories d'emplois comprises dans cette hiérarchie; il réglera notamment les questions relatives au libre exercice du droit syndical, à l'embauchage et au licenciement, aux congés payés, aux avantages en nature et à la formation professionnelle. Il définira les conditions d'exemption du service militaire pour les jeunes mineurs, jusqu'à la promulgation de la loi sur la réorganisation de l'armée.

Ce statut sera rendu applicable à l'Algérie et aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer dans des conditions qui seront fixées par décrets pris sur le rapport des ministres intéressés.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 14 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la Production Industrielle,*  
Marcel PAUL.

*Le vice-président du conseil,*  
*ministre des affaires étrangères par intérim,*  
Francisque GAY.

*Le ministre de l'intérieur,*

André LE TROQUER.

*Le Ministre de l'Economie nationale,*  
*Ministre des Finances,*  
A. PHILIP.

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,*  
A. CROIZAT.

*Garanties disciplinaires*

ARRETE No 213/Cab. du 22 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret-loi du 18 novembre 1939 suspendant pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés, promulgué au Togo le 27 décembre 1939;

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative au rétablissement des garanties disciplinaires accordées aux agents des administrations publiques et des services concédés, promulguée au Togo le 18 décembre 1945;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret no 46-203 du 16 février 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative à la révision des peines disciplinaires prononcées dans les conditions fixées par les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 18 novembre 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du vice-président du conseil chargé de la réforme de la fonction publique, et du ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu le décret du 18 novembre 1939, pris en vertu de la loi du 19 mars 1939 suspendant pendant la durée des hostilités certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés;

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative au rétablissement des garanties disciplinaires accordées aux agents des administrations publiques et des services concédés, notamment son article 2, ainsi conçu :

« Les personnels qui auront été l'objet d'une peine disciplinaire dans les conditions fixées par les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 18 novembre 1939 susvisé, pourront demander la révision de la mesure prise à leur égard dès la publication du décret pris en la forme des règlements d'administration publique qui déterminent les conditions de cette révision ainsi que celle du rétablissement ou du redressement éventuels de la situation administrative des fonctionnaires intéressés »;

Le conseil d'Etat entendu,

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, les agents contractuels ou temporaires, les employés auxiliaires des services ou établissements publics de l'Etat, des

départements, des communes et des territoires d'outre-mer ainsi que des services concédés relevant de ces collectivités, les agents de tous les organismes recevant une subvention ou une garantie de l'Etat peuvent, lorsqu'une procédure disciplinaire avait été organisée à leur égard par des lois, règlements ou conventions, demander la révision des mesures dont ils ont été l'objet par application des articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 18 novembre 1939.

ART. 2. — Les intéressés adresseront par la voie hiérarchique leur demande de révision à l'autorité à laquelle il appartiendrait de prendre la mesure dont ils ont été l'objet. Cette demande devra être présentée dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret, même dans le cas où une demande analogue aurait déjà été présentée.

Il leur sera accusé réception dans un délai de quinze jours.

ART. 3. — Dans chacun des services intéressés, le conseil de discipline, la commission disciplinaire ou l'organisme consultatif dont l'avis en matière de décisions disciplinaires est requis en vertu des textes législatifs et réglementaires ou des conventions en vigueur, sera saisi de toutes les demandes quelles que soient la nature et l'importance de la sanction dont la révision est demandée.

Le conseil de discipline, la commission disciplinaire ou l'organisme consultatif compétent se prononcent après que l'intéressé a été mis à même de prendre connaissance de son dossier dans la forme prévue par les textes législatifs et réglementaires ou les conventions en vigueur avant l'intervention du décret du 18 novembre 1939 précité.

Il formule une proposition motivée tendant au maintien, à la modification ou à la suppression de la sanction.

La décision est prise, sur le vu de la proposition ainsi énoncée, par l'autorité ayant compétence à cet effet.

ART. 4. — La révision sera obligatoirement refusée si, entre la date à laquelle a été prononcée la sanction et celle de la demande de révision, l'intéressé s'est rendu coupable d'un fait entachant l'honneur ou la probité et ayant entraîné une condamnation judiciaire.

Elle pourra l'être également, si l'intéressé a, par ses actes, ses écrits ou son attitude personnelle depuis le 16 juin 1940 :

1<sup>o</sup> — Soit favorisé les entreprises de toute nature de l'ennemi;

2<sup>o</sup> — Soit contrarié l'effort de guerre de la France et de ses alliés;

3<sup>o</sup> — Soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés publiques fondamentales;

4<sup>o</sup> — Soit sciemment tiré ou essayé de tirer un bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de fait, contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940.

ART. 5. — Au cas où la sanction serait supprimée ou modifiée, la situation administrative des intéressés sera rétablie à compter de la date à laquelle ladite sanction a été prononcée.

Pour les fonctionnaires ou agents réintégrés en application du présent décret, la période de congédiement sera décomptée comme temps de service effectif, notamment en ce qui concerne les propositions pour l'avancement de classe et de grade ou les distinctions honorifiques et le droit à la retraite. En ce qui concerne les fonctionnaires en service aux colonies à la date de la sanction, la période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif aux colonies pour toute la période où ils y ont, en fait, séjourné.

ART. 6. — Pour les fonctionnaires ou agents dont l'avancement n'est accordé qu'au choix, le classement ou reclassement sera opéré par référence à la moyenne des avancements obtenus par les fonctionnaires ou agents qui, à la date où la sanction a été prononcée, étaient titulaires du même grade, appartenaient à la même classe ou au même échelon et possédaient la même ancienneté que l'intéressé.

ART. 7. — Les mesures prises en vertu des articles 5 et 6 ci-dessus entraînent :

a) Pour les fonctionnaires bénéficiant rétroactivement d'un avancement de classe, grade ou échelon le droit aux traitements, soldes et indemnités, à compter de la date à laquelle la promotion prend effet;

b) Pour les fonctionnaires réintégrés, le droit aux traitements, soldes et indemnités, à compter de la date à laquelle a pris effet la sanction révisée.

Toutefois, les indemnités prévues aux deux alinéas ci-dessus, ne comprennent pas celles qui, ayant le caractère d'un remboursement de dépenses et non d'un supplément de traitement, échappent, à ce titre, à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires.

Les sommes versées à titre de rappel aux bénéficiaires du précédent article sont diminuées, le cas échéant :

a) Du montant des sommes, pensions civiles ou retraites, pécules, rémunérations ou indemnités publiques ou privées, ainsi que tous autres revenus professionnels perçus ou acquis à un titre quelconque pendant la période d'application de la sanction révisée;

b) Du montant des retenues pour la retraite afférentes à la même période;

c) Du montant des indemnités de licenciement éventuellement perçues.

Toutefois, dans le cas où le montant de réduction à opérer par application des dispositions précédentes dépasserait le montant du rappel, aucun remboursement ne sera exigé des intéressés.

L'administration est en droit d'exiger, pour la détermination des sommes perçues pendant la période d'application de la sanction révisée et, en particulier, en ce qui concerne le montant des rémunérations privées, une déclaration sur l'honneur. Dans le cas où, par la suite, cette déclaration s'avérerait inexacte, les sommes indûment perçues devront être restituées. En outre, s'il y a eu déclaration sciemment inexacte ou

fausse, l'intéressé perdra le bénéfice administratif et financier de la revision et devra restituer les sommes perçues de mauvaise foi, le tout sans préjudice des poursuites pénales.

Les intéressés seront replacés, en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu et l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, dans la même situation que s'ils avaient perçu leurs traitements, soldes et indemnités aux échéances respectives de ceux-ci pendant la période d'application de la sanction révisée.

ART. 8. — Le bénéfice des dispositions de l'article précédent pourra être refusé en tout ou en partie aux fonctionnaires et agents visés au deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus.

ART. 9. — Les sommes dues en application de l'article 7 ci-dessus feront l'objet de quatre versements semestriels.

Le premier de ces versements sera opéré dans le mois qui suivra la décision portant rétablissement de la situation administrative de l'intéressé.

Les trois autres ne seront opérés que si, à la date de l'échéance, l'intéressé, ou bien sert à un titre quelconque dans un cadre de l'Etat, des départements, communes, colonies, territoires d'outre-mer, services concédés ou organismes recevant une subvention ou une garantie de l'Etat, ou bien se trouve dans l'impossibilité, pour des raisons d'âge ou d'incapacité physique, de servir dans un de ces cadres.

ART. 10. — Le ministre chargé de la fonction publique, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des armées, le ministre de l'armement, le ministre de l'économie nationale et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la production industrielle, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics et des transports, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre du ravitaillement et le secrétaire d'Etat à l'information, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Vice-Président du Conseil,*  
Maurice THOREZ.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITON.

*Le Vice-Président du conseil, ministre des affaires étrangères par intérim,*  
Francisque GAY.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
André LE TROQUER.

*Le Ministre des Armées,*  
E. MICHELET.

*Le Ministre de l'Armement,*  
Charles TILLON.

*Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,*  
A. PHILIP.

*Le Ministre de l'Agriculture,*  
Tanguy PRIGENT.

*Le Ministre de la Production Industrielle,*  
Marcel PAUL.

*Le Ministre de l'Education nationale,*  
M.-E. NAOELEN.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*  
Jules MOCH.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes  
et Téléphones*  
Jean LETOURNEAU.

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

*Le Ministre de l'Armement,*  
*Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale p.i.,*  
Charles TILLON.

*Le Ministre de la Santé publique et de la population,*  
R. PRIGENT.

*Le Ministre du Ravitaillement,*  
H. LONGCHAMON.

*Le Ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*  
François BILLOUX.

*Le Ministre des anciens combattants et victimes de la  
guerre,*  
Laurent CASANOVA.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé  
de l'information,*  
Gaston DEFFERRE.

#### *Cadres généraux*

ARRETE N° 186/Cab. du 13 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation  
administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées  
représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation  
et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 portant appli-  
cation aux personnels civils des corps et services des terri-  
toires relevant du ministère des colonies de l'ordonnance du  
15 juin 1945, relative aux candidats aux services publics  
ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonction-  
naires et agents des services publics ayant dû quitter leur  
emploi par suite d'événements de guerre, promulgué au  
Togo le 10 novembre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le terri-  
toire du Togo le décret N° 46-236 du 18 février 1946  
déterminant les dispositions spéciales prises en faveur  
des fonctionnaires de différents cadres dépendant du  
ministère de la France d'Outre-Mer ayant dû quitter  
leur emploi par suite d'événements de guerre, ainsi  
qu'en faveur des candidats à ces dits emplois ayant  
été empêchés d'y accéder.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié  
et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la  
République,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer  
Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation  
provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 portant appli-  
cation aux personnels civils des corps et services des territoires  
relevant du ministère de la France d'outre-mer de l'ordon-  
nance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services  
publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonc-  
tionnaires et agents des services publics ayant dû quitter  
leur emploi par suite d'événements de guerre;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent  
décret sont applicables aux fonctionnaires des cadres  
régis par décrets des administrateurs des colonies et  
des services civils de l'Indochine, des agents des bu-  
reaux des services civils de l'Indochine, des services  
civils des colonies autres que l'Indochine, des travaux  
publics, des mines et des techniques industrielles des  
colonies, des chemins de fer coloniaux, des géologues  
des colonies, des ports et rades des colonies, des trans-  
missions coloniales, des eaux et forêts, des services  
techniques et scientifiques de l'agriculture, des services  
vétérinaires des colonies, des secrétariats généraux des  
colonies ainsi qu'aux candidats à une nomination dans  
ces cadres appartenant aux catégories prévues par  
l'article 2 du décret du 2 octobre 1945, portant appli-  
cation aux personnels civils des corps et services des  
territoires relevant du ministère de la France d'outre-  
mer de l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux can-  
didats aux services publics ayant été empêchés d'y  
accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents desdits  
services ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements  
de guerre.

#### TITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT

##### LES FONCTIONNAIRES ET AGENTS DES DIFFÉRENTS CADRES SUSVISÉS

ART. 2. — Dans les cadres régis par le présent dé-  
cret, le reclassement auquel il devra être procédé con-  
formément aux dispositions des articles 5 et 6 du  
décret du 2 octobre 1945 aura lieu sur demande spé-  
ciale motivée de chaque intéressé adressée sous le  
couvert des chefs hiérarchiques.

ART. 3. — Les divers avancements que comportera le reclassement seront attribués hors péréquation sous la réserve énoncée au deuxième paragraphe *in fine*, de l'article 6 du décret du 2 octobre 1945. Ils seront attribués, sauf application des règles spéciales édictées pour certains cadres par les articles 5, 6 et 7 ci-après, au minimum d'ancienneté dans chaque grade ou classe, conformément aux règles les plus favorables ayant été appliquées au cours de la période d'éloignement de la fonction publique sur laquelle porte le reclassement.

Toutefois, des dérogations pourront être apportées à la règle ci-dessus, sur rapport circonstancié des autorités hiérarchiques et avis conforme des commissions de reclassement prévues aux articles 18 et 19 du décret susvisé du 2 octobre 1945, lorsque le fonctionnaire ou agent ne sera pas jugé capable, d'après ses notes professionnelles de remplir les fonctions afférentes au nouveau grade rendu possible par le reclassement.

Ces dérogations ne pourront cependant avoir pour résultat de supprimer les effets du reclassement, lorsque celui-ci ne comportera qu'un avancement en grade ou en classe pour les fonctionnaires ou agents ayant été éloignés pendant moins de cinq ans de la fonction publique, ou deux avancements dans les autres cas.

ART. 4. — Les fonctionnaires et agents appartenant à l'une des catégories définies à l'article 2 du décret du 2 octobre 1945 et qui auront reçu des avancements moins avantageux que ceux rendus possibles par le présent décret, devront conformément à l'article 3 faire l'objet d'un reclassement complémentaire leur permettant d'obtenir la totalité des avancements plus favorables auxquels ils peuvent prétendre.

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CERTAINS CADRES

ART. 5. — Les administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine bénéficiant des dispositions prévues aux articles 3 et 4 ci-dessus et qui ne comptent aucune ancienneté de services effectifs aux colonies ne pourront être nommés administrateurs de 3<sup>e</sup> ou de 1<sup>re</sup> classe en application desdites dispositions qu'après :

1<sup>o</sup> — Avoir accompli un an au moins de services effectifs dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

2<sup>o</sup> — Avoir fait l'objet, à l'issue de cette période de stage, de propositions spéciales de la part du chef du territoire.

ART. 6. — Les ingénieurs du cadre général des transmissions coloniales, bénéficiaires des dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et qui, anciens élèves de l'école polytechnique, peuvent être nommés ingénieurs principaux de 4<sup>e</sup> classe après deux années d'études à l'école nationale supérieure des télécommunications, seront reclassés automatiquement à ce grade à la date à laquelle ils y auraient été nommés s'ils n'avaient pas été éloignés de la fonction publique. Ce reclassement exceptionnel ne leur sera toutefois définitivement acquis que si, dans un délai qui sera déterminé

pour chacun par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, les intéressés ont obtenu le diplôme d'ingénieur de l'école nationale supérieure des télécommunications avec les mentions suivantes : électricité industrielle, transmission par fil, radioélectricité, électro-acoustique.

Sur la base de ce reclassement exceptionnel, les ingénieurs susvisés pourront, en outre, bénéficier d'une revision de carrière conformément aux règles fixées aux articles précédents.

ART. 7. — Les ingénieurs de l'école polytechnique nommés à l'emploi de géologue assistant de 4<sup>e</sup> classe dans les conditions prévues à l'article 8 bis du décret du 4 septembre 1937 portant statut du cadre général des géologues des colonies et qui, s'étant trouvés dans l'une des situations définies à l'article 2 du décret du 2 octobre 1945, n'ont pu obtenir que deux des certificats de la licence ès sciences qui leur sont imposés pour leur nomination comme géologue assistant de 2<sup>e</sup> classe, seront néanmoins nommés à ce dernier grade pour compter de la date à laquelle ils auraient pu normalement obtenir leur troisième certificat. Ce reclassement particulier ne leur sera toutefois définitivement acquis que si, dans un délai d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, ils ont satisfait aux épreuves du troisième certificat.

Sur la base de ce premier reclassement, les intéressés devront, en outre, bénéficier d'une revision de carrière conformément aux règles et dans les conditions fixées aux articles précédents.

ART. 8. — Les différents reclassements opérés en application des dispositions prévues au présent titre ne comportent des rappels de traitement que dans la limite du dernier avancement procuré.

#### TITRE II

1<sup>o</sup> — DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX FONCTIONNAIRES ET AGENTS APPARTENANT A L'UNE DES CATÉGORIES PRÉVUES PAR LE DÉCRET DU 2 OCTOBRE 1945, CANDIDATS AUX CONCOURS OU EXAMENS PROFESSIONNELS DONNANT ACCÈS AUX GRADES SUPÉRIEURS D'UN MÊME CADRE OU A UN CADRE SUPÉRIEUR.

ART. 9. — Les dispositions des articles 10 à 15 ci-après ont pour objet de déterminer les conditions d'application de l'article 5 du décret du 2 octobre 1945 aux candidats aux concours ou examens professionnels donnant accès aux grades supérieurs du même cadre ou à un cadre supérieur.

Elles concernent exclusivement, sous réserve de l'application de la règle spéciale édictée au paragraphe 2 de l'article 13 ci-après, les candidats qui, bien que réunissant les conditions réglementaires prévues, ont été dans l'impossibilité de se présenter pendant au moins six mois aux examens et concours par suite de l'une des situations définies à l'article 2 du décret susvisé du 2 octobre 1945.

ART. 10. — Les fonctionnaires et agents contractuels, exception faite des fonctionnaires des services civils des colonies et des secrétariats généraux, des transmissions coloniales faisant l'objet des dispositions spécia-



les prévues aux articles 13 à 15 ci-après, qui, dans les conditions stipulées à l'article 9, ont été empêchés de se présenter aux concours ou examens professionnels ayant eu lieu pendant leur éloignement de la fonction publique et donnant accès soit à un cadre ou grade supérieur, soit à l'une des écoles d'application de ces cadres (école nationale des eaux et forêts, école supérieure d'application d'agriculture tropicale), bénéficieront, dans la limite des deux concours ou examens auxquels il sera procédé après la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française, des avantages suivants :

1<sup>o</sup> — Tous les fonctionnaires et agents visés ci-dessus bénéficieront d'une majoration de points égale au dixième du maximum des points pouvant être obtenus ;

En outre,

2<sup>o</sup> — Les fonctionnaires et agents contractuels des travaux publics candidats au grade d'ingénieur adjoint (2<sup>e</sup> alinéa du paragraphe C de l'article 16 du décret du 15 juillet 1944 portant statut de ce personnel) pourront se présenter au concours pour l'accès à ce grade s'ils sont titulaires d'une ancienneté de service égale à quatre ans ;

3<sup>o</sup> — Les fonctionnaires et agents contractuels désignés à l'article 21 du décret susvisé du 15 juillet 1944, susceptibles d'être inscrits sur la première partie de la liste des candidats au concours professionnel donnant accès à l'emploi d'ingénieur principal des travaux publics, pourront se présenter au concours pour l'accès à ce grade s'ils sont titulaires d'une ancienneté de services égale à quatre ans dont deux de service outre-mer ;

4<sup>o</sup> — Les agents européens et assimilés des cadres locaux des eaux et forêts et de l'agriculture des colonies, candidats, soit à l'école nationale des eaux et forêts, soit à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, pourront se présenter aux concours donnant accès à ces écoles s'ils sont titulaires d'une ancienneté de services effectifs égale à deux ans.

ART. 11. — Les fonctionnaires et agents nommés dans les conditions prévues à l'article précédent au grade supérieur, soit après concours ou examen, soit après leur sortie des écoles d'application, bénéficieront également, pour compter de la date à laquelle ils auraient pu normalement accéder audit grade, du reclassement prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 3 du présent décret.

Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle lorsqu'il apparaîtra que le fonctionnaire ou agent intéressé, soit en raison de ses notes professionnelles, soit en considération de sa situation particulière durant le temps où il a été éloigné de son emploi, soit à cause de l'insuffisance de ses épreuves aux concours ou examens professionnels, ne saurait bénéficier d'un reclassement automatique.

Dans ce cas et sur avis conforme de la commission prévue à l'article 18 du décret du 2 octobre 1945, le reclassement à accorder pourra être limité à un seul avancement pour les fonctionnaires et agents ayant été éloignés de la fonction publique pendant moins de cinq ans, à deux avancements dans les autres cas.

ART. 12. — Les agents européens et assimilés des cadres locaux qui, avant leur éloignement de la fonction publique, avaient subi avec succès les épreuves des concours professionnels donnant accès à l'école nationale des eaux et forêts, à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, mais n'avaient pu en suivre les cours, seront après leur sortie desdites écoles et leur intégration dans les cadres généraux, l'objet d'une reconstitution de carrière dans les conditions fixées à l'article 3.

ART. 13. — Les adjoints et adjoints principaux des services civils des colonies autres que l'Indochine et les commis principaux des secrétariats généraux des colonies qui, bien que réunissant les conditions réglementaires, auront été empêchés, ainsi qu'il est précisé à l'article 9 du présent décret, de se présenter au concours du stage à l'école nationale de la France d'outre-mer seront nommés administrateurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe sous la réserve énoncée ci-après, par dérogation aux dispositions du décret du 10 juillet 1920.

Ne seront, toutefois, admis à cette intégration directe, que les fonctionnaires susvisés titulaires au moins d'une licence ou d'un diplôme équivalent, ayant été éloigné de leur emploi pendant un minimum de trois ans et comptant, en outre, dix-huit mois de services effectifs à la colonie au 1<sup>er</sup> janvier 1946.

ART. 14. — Les candidats au concours du stage de l'école nationale de la France d'outre-mer qui ne pourront justifier des conditions spéciales de titres de services effectifs à la colonie ou d'éloignement de la fonction publique fixées à l'article précédent, bénéficieront des avantages ci-après dans la limite des deux concours professionnels qui suivront la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française :

1<sup>o</sup> — La note qu'ils auront obtenue au concours du stage réglementaire pour la composition française sera affectée du coefficient 3,5, celle de la composition d'économie politique du coefficient 2,5 ;

2<sup>o</sup> — En outre, bien que classés avec les candidats de provenance normale, tous ceux ayant obtenu un total de points égal ou supérieur à 78 (compte tenu des dispositions de l'alinéa précédent) seront déclarés admis au stage quel que soit le nombre de places mises au concours.

Les fonctionnaires bénéficiant des dispositions de l'article précédent et du présent article, seront, soit après leur intégration, soit à l'expiration du stage, nommés rétroactivement administrateurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe des colonies pour compter de la date à laquelle ils l'auraient été s'ils avaient été reçus au premier concours auquel ils n'ont pu se présenter en raison de leur éloignement de la fonction publique. Ils feront ensuite l'objet d'un reclassement dans les conditions fixées à l'article 11 du présent décret.

ART. 15. — Pour les fonctionnaires du cadre général des transmissions coloniales, qui, bien que remplissant les conditions réglementaires, n'ont pu se présenter à l'un des deux concours ou examens professionnels

organisés en 1943 pour l'accession au grade d'ingénieur principal ou d'ingénieur adjoint, une session spéciale sera organisée par arrêté du ministre des colonies dans les quatre mois suivant la parution du présent décret. Le programme du concours ou de l'examen professionnel sera celui prévu par les sessions ayant eu lieu en 1943. Les candidats ayant obtenu un total de points supérieur à la moyenne seront déclarés reçus.

Ils feront ensuite l'objet d'un reclassement dans les conditions fixées à l'article 11 du présent décret.

2<sup>o</sup> — DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX FONCTIONNAIRES DES CADRES LOCAUX ET AUX AGENTS CONTRACTUELS DES DITS CADRES, CANDIDATS A UNE NOMINATION DIRECTE DANS LES CADRES GÉNÉRAUX.

ART. 16. — Les fonctionnaires et agents contractuels des cadres locaux des colonies titulaires de diplômes prévus par les règlements organiques ou classés dans des catégories leur donnant droit à une nomination directe dans les cadres généraux, seront selon les modalités fixées par les textes en vigueur, intégrés dans lesdits cadres, sur leur demande, sans condition de délai pour le dépôt de cette demande et sans avoir à justifier, le cas échéant, des années de pratique coloniale exigée.

Toutefois, les fonctionnaires qui auront effectué moins d'une année de services effectifs dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, ne pourront être nommés qu'après avoir accompli dans lesdits territoires, une période complémentaire leur permettant de parfaire l'année de services effectifs imposée.

Leur intégration étant devenue définitive, ils feront en outre, l'objet d'un reclassement rétroactif conformément aux dispositions de l'article 11.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX CANDIDATS A LA FONCTION PUBLIQUE

ART. 17. — Les dispositions des articles 18 à 23 ci-après ont pour objet de déterminer les conditions d'application des articles 7, 8, 9, 11 à 13 du décret du 2 octobre 1945 aux candidats à un emploi dans les cadres énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

Elles visent exclusivement les candidats qui, bien que réunissant les conditions réglementaires, ont été empêchés de postuler un emploi, pour l'une des causes définies à l'article 2 du décret du 2 octobre susvisé, pendant au moins six mois.

1<sup>o</sup> — *Dispositions générales s'appliquant aux recrutements au concours ou sur titres.*

ART. 18. — Les candidats soit à un concours donnant accès à l'un des cadres énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, soit pouvant, en raison de leurs titres ou diplômes, postuler directement un emploi dans lesdits cadres, bénéficieront, sous réserve des dispositions énumérées aux articles 19 à 23 ci-après, en ce qui concerne certains cadres et pour les candidats à un concours, dans la limite des deux concours qui suivront la parution du présent décret au *Journal officiel* de la République française des dispositions générales ci-après.

1<sup>o</sup> — L'âge limite d'admission est reculé d'un temps égal à celui pendant lequel les situations prévues à l'article 2 du décret du 2 octobre 1945 ont constitué pour eux une cause effective d'empêchement;

2<sup>o</sup> — Les candidats aux concours bénéficieront de la majoration de points prévue à l'article 10 ci-dessus.

Les candidats reçus au concours ou intégrés dans les cadres en raison de leurs titres ou diplômes, seront, après leur titularisation réclassés à partir de la date à laquelle ils auraient pu normalement être nommés s'ils n'en avaient été empêchés.

Toutefois, les dispositions prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 11 du présent décret leur sont applicables.

#### 2<sup>o</sup> — *Dispositions particulières à certains recrutements par concours.*

ART. 19. — Les candidats au concours donnant accès à l'emploi d'agent du personnel de contrôle et de maîtrise (section radioélectrique) du cadre général des transmissions coloniales bénéficieront de deux sessions spéciales qui devront être organisées par arrêté du ministre de la France d'outre-mer dans un délai de deux ans, à compter de la parution au *Journal officiel* du présent décret. Les épreuves porteront sur le programme prévu à l'arrêté du 7 décembre 1942. Il ne sera accordé aux intéressés aucune majoration de points.

ART. 20. — Les candidats au concours à l'emploi d'ingénieur adjoint du cadre général des transmissions coloniales bénéficieront d'une session spéciale qui sera organisée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, dans un délai d'un an après la parution au *Journal officiel* du présent décret. Cette session comportera un programme identique à celui des sessions de 1943. Il ne sera accordé aux intéressés aucune majoration de points.

ART. 21. — Les candidats à l'emploi d'ingénieur adjoint ou d'assistant stagiaire des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies conserveront pendant les deux années scolaires suivant la parution du présent décret le bénéfice des dispositions transitoires prévues à l'article 12 du décret du 30 mai 1940 portant organisation de l'école supérieure d'agriculture tropicale et de la section technique d'agriculture tropicale.

#### 3<sup>o</sup> — *Dispositions particulières au recrutement sur titres*

ART. 22. — Les candidats recrutés sur titres, dans le cadre général des transmissions coloniales pourront être admis dans ledit cadre d'après les titres exigés par les décrets du 28 juillet 1939 et du 27 mai 1942 pour les agents et par celui du 26 mars 1939 pour les ingénieurs.

ART. 23. — Les candidats qui réunissaient les conditions requises pour être nommés à l'emploi de lieutenant du cadre général des ports et rades aux colonies dans les conditions fixées au décret du 18 mai 1930 seront, après leur titularisation, considérés comme ayant été nommés dans le cadre au grade susvisé.

depuis la date à laquelle ils auraient pu normalement obtenir cette nomination s'ils n'en avaient été empêchés. Ils seront rétroactivement reclassés dans ledit cadre conformément aux dispositions édictées au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 3 du présent décret.

Ils seront ensuite classés dans le nouveau cadre des ports et rades des colonies organisé par le décret du 18 juillet 1945 à la date du 20 juillet 1945 suivant les modalités fixées pour l'intégration des officiers de port provenant de l'ancien cadre.

Les candidats qui réunissaient les conditions requises pour être nommés à l'emploi de sous-lieutenant de l'ancien cadre général des ports et rades aux colonies seront nommés à l'emploi de lieutenant de 4<sup>e</sup> classe stagiaire du nouveau cadre général et seront soumis, en cette qualité, à un stage de deux années au moins et trois années au plus, conformément aux dispositions du décret susvisé du 18 juillet 1945. Quelle que soit la durée dudit stage, celle-ci ne sera prise en compte que pour une année dans le calcul de l'ancienneté requise pour l'avancement à la classe supérieure.

Après leur titularisation, les intéressés seront, en outre, l'objet d'un reclassement selon les modalités fixées à l'article 3 du présent décret.

ART. 24. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 18 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

#### *Indemnité de départ colonial*

ARRETE No 197/Cab. du 16 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'acte dit « arrêté ministériel du 13 octobre 1942 » abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 94 du décret du 2 mars 1910 (indemnité de départ colonial), promulgué au Togo le 18 décembre 1942;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 1944 validant l'acte dit « arrêté ministériel du 13 octobre 1942 » susvisé, abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 94 du décret du 2 mars 1910, promulgué au Togo le 6 décembre 1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret no 46-296 du 25 février 1946, modifiant l'arrêté ministériel du 10 septembre 1944 relatif à l'indemnité de départ colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et l'avis conforme du ministre des finances;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux et les textes subséquents;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1942 validé par l'arrêté du 10 septembre 1944, relatif à l'indemnité de départ colonial;

Vu l'ordonnance no 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements et aménagement des pensions des fonctionnaires de l'Etat;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe III de l'article unique de l'arrêté du 13 octobre 1942, modifié par l'article 2 de l'arrêté du 10 septembre 1944, est à nouveau modifié comme suit :

« L'indemnité de départ colonial est égale à soixante jours de la solde nette accordée aux personnels en service en France telle qu'elle résulte des décrets d'application de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

« Cette indemnité ne peut être payée plus d'un mois avant la date fixée pour l'embarquement des ayants-droit à destination de leur nouveau poste ».

ART. 2. — Le Ministre de la France d'Outre-Mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'Outre-Mer.

Fait à Paris, le 25 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

#### *Magistrature coloniale*

ARRETE No 215/Cab. du 22 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 22 août 1928 portant statut de la magistrature coloniale, promulgué au Togo le 25 octobre 1928, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 45-1699 du 29 juillet 1945 autorisant à titre exceptionnel des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du Ministère des colonies, promulgué au Togo le 4 octobre 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — le décret n° 46-312 du 27 février 1946 étendant au cadre général de la magistrature coloniale les dispositions du décret n° 45-1699 du 29 juillet 1945 susvisé.

2<sup>o</sup> — le décret n° 46-313 du 27 février 1946 portant modification temporaire au statut de la magistrature coloniale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### DECRET N° 46-312 du 27 février 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 22 août 1928 portant statut de la magistrature coloniale et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 29 juillet 1945 autorisant, à titre exceptionnel, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies;

Le conseil d'Etat entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des modifications prévues aux articles 2, 3 et 4 ci-après, sont étendues au cadre général de la magistrature coloniale les dispositions du décret du 29 juillet 1945 ci-dessus visé autorisant, à titre exceptionnel, des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — La commission d'admission dans le cadre général de la magistrature coloniale est composée comme suit :

Un conseiller à la cour de cassation, président.

Le directeur du cabinet du ministre des colonies.

Un représentant du garde des sceaux, ministre de la justice.

Le directeur du personnel et de la comptabilité au ministère des colonies.

Un gouverneur général ou gouverneur des colonies.

Deux représentants du personnel du cadre général de la magistrature coloniale, désignés par le ministre des colonies.

Un inspecteur général des colonies.

Le conseiller à la cour de cassation, président, est désigné par arrêté concerté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies.

ART. 3. — Pour être inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 2 du décret du 29 juillet 1945 susvisé, les candidats devront justifier :

1<sup>o</sup> — Qu'ils sont titulaires de la licence en droit;

2<sup>o</sup> — Qu'ils ont exercé pendant cinq ans au moins les fonctions judiciaires en France, aux colonies ou dans les territoires ressortissant du ministère des affaires étrangères, ou s'il s'agit de postes inférieurs à ceux de conseiller à la cour d'appel ou assimilés, qu'ils ont effectivement exercé pendant le même temps la profession d'avocat, d'avocat défenseur, d'avoué, de notaire, de principal clerc d'avoué ou de notaire, en France, aux colonies ou dans les territoires ressortissant du ministère des affaires étrangères.

ART. 4. — Le terme de la période d'application du décret du 29 juillet 1945 susvisé est reporté, pour le cadre général de la magistrature coloniale, au 31 mai 1946.

ART. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*

Marius MOUTET.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

Pierre-Henri TEITGEN.

#### DECRET N° 46-313 du 27 février 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale;

Vu le décret du 13 avril 1944 relatif à la commission de classement pour la magistrature coloniale;

Vu les ordonnances des 9 août et 11 octobre 1944 relatives au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le conseil d'Etat entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'au 31 décembre 1946, cessent de recevoir application les dispositions des articles 2 (alinéa 2) et 31 (§ b) du décret du 22 août 1928 prévoyant l'obligation de prendre l'avis de la commission de classement de la magistrature coloniale en ce qui concerne :

a) Le déplacement sans avancement d'une colonie à une autre des magistrats coloniaux, sur leur demande ou d'office;

b) Les demandes d'admission des magistrats de l'Indochine dans le cadre des autres colonies et inversement, les demandes d'admission des magistrats du cadre métropolitain dans le cadre colonial et les demandes de permutation.

ART. 2. — Pendant cette même période, les magistrats appartenant au cadre métropolitain et au cadre des colonies autres que l'Indochine pourront être nommés aux emplois vacants dans le cadre de l'Indochine sans qu'il soit nécessaire d'observer la proportion fixée par l'article 5 du décret du 22 août 1928.

ART. 3. — Pendant la même période, il pourra être fait appel, même d'office, pour pourvoir aux emplois vacants dans le cadre de l'Indochine, aux magistrats appartenant au cadre des autres territoires ressortissant de la compétence du ministère de la France d'outre-mer.

Inversement, les magistrats du cadre de l'Indochine pourront être affectés, même d'office, dans les autres colonies et territoires ressortissant de la compétence du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des différents territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 27 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*  
Pierre-Henri TEITGEN.

#### Soldes

ARRETE N° 214 Cab. du 22 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 21 août 1945;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 46-321 du 27 février 1946 supprimant l'obligation du pécule institué par l'article 4 du décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes des cadres généraux relevant du ministère des colonies;

Vu le décret n° 45-2753 du 2 novembre 1945 supprimant l'obligation du pécule institué par les articles 8 et 9 de l'ordonnance du 6 janvier 1945 susvisée;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées les dispositions de l'article 4 du décret du 11 juillet 1945 prévoyant l'institution d'un pécule pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le Ministre de la France d'Outre-Mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris le 27 février 1946

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Marius MOUTET.

#### Commission d'études

ARRETE ministériel du 10 janvier 1946.

Le Ministre des Colonies,

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué au Ministère des colonies une commission pour l'étude des problèmes d'ordre constitutionnel intéressant les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Elle est présidée par le Ministre des colonies et comprend :

Six parlementaires désignés à raison de trois par la commission des territoires d'outre-mer et de deux par l'Intergroupe colonial, plus le Président de la commission des territoires d'outre-mer;

Six juristes ou ethnographes;

Cinq fonctionnaires du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 janvier 1946.

Jacques SOUSTELLE.

**ARRETE ministériel du 10 janvier 1946.**

Le Ministre des Colonies,

Vu l'arrêté créant la commission d'études des problèmes d'ordre constitutionnel intéressant les territoires d'outre-mer,

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la commission d'études des problèmes d'ordre constitutionnel intéressant les territoires d'outre-mer :

M.M. Marius Moutet, ancien ministre, député, président de la commission des territoires d'outre-mer;

Monnerville, ancien ministre, député, membre de la commission des territoires d'outre-mer;

Juglas, député, membre de la commission des territoires d'outre-mer;

Lamine Gueye, député, membre de la commission des territoires d'outre-mer;

Valentino, député, président de l'Intergroupe colonial;

Chevance, député;

Cassin, vice-président du conseil d'Etat;

Lampue, professeur à la Faculté de Droit de Paris;

Rolland, professeur à la Faculté de Droit de Paris;

Milliot, professeur à la Faculté de Droit de Paris;

Michel Leiris, chargé du Département d'Afrique noire au Musée de l'Homme;

Gouet, chef du service du Droit colonial au Ministère des colonies;

Moatti, directeur du Cabinet du ministre des colonies;

Laurentie, gouverneur des colonies, directeur des affaires politiques au Ministère des colonies;

Saller, gouverneur des colonies, directeur du plan au Ministère des colonies;

Delavignette, gouverneur des colonies, directeur de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer;

Peter, directeur des Affaires économiques au Ministère des colonies.

ART. 2. — M. Le chef de Bataillon Sanmarcielli, avocat général, est chargé du Secrétariat général de la commission.

Fait à Paris, le 10 janvier 1946.  
Jacques SOUSTELLE.

**Timbres-poste coloniaux****ARRETE N° 219 Cab. du 23 mars 1946.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté ministériel du 28 janvier 1946 relatif au fonctionnement de l'agence comptable des timbres-poste coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Ministre des Colonies,

Vu le décret n° 3783 du 31 décembre 1942 portant réorganisation de l'agence comptable des timbres-poste coloniaux;

Vu l'arrêté n° 266 du 3 avril 1943 relatif au fonctionnement de l'agence comptable des timbres-poste coloniaux;

Vu le décret n° 45-0136 du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellé en francs;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — L'article 12 de l'arrêté n° 266 du 3 avril 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 12. — Les valeurs postales sont portées dans les écritures, en recettes et dépenses, pour leur valeur faciale. Toutefois, celles des établissements français de l'Océanie, de la Nouvelle-Calédonie, des îles Wallis et Futuna, de Saint-Pierre et Miquelon, de l'Afrique Occidentale Française, du Togo, du Cameroun, de l'Afrique Equatoriale Française, de Madagascar, de la Réunion et de la Côte française des Somalis, sont prises en charge pour leur valeur en francs locaux.

« Leur vente au public donne lieu, en conséquence, à la perception d'une majoration tenant compte de la différence entre le cours officiel du franc, dans ces territoires, et le cours officiel du franc dans la métropole ».

Fait à Paris, le 28 janvier 1946.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

René MOATTI.

**Indigénat****ARRETE N° 195 Cab. du 16 mars 1946.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;



Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires, promulgué au Togo le 23 mai 1923;

Vu le décret du 22 décembre 1945 portant suppression en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo, à la Côte Française des Somalis, à Madagascar et Dépendances et en Nouvelle-Calédonie des sanctions ordinaires de l'indigénat, promulgué au Togo le 18 janvier 1946;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 46-277 du 20 février 1946 portant suppression en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo, à la Côte Française des Somalis, à Madagascar et Dépendances et en Nouvelle-Calédonie des peines de l'indigénat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 30 septembre 1887 relatif à la répression des infractions commises par les indigènes non citoyens français;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu le décret du 8 août 1924 déterminant au Cameroun l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu le décret du 15 novembre 1924 portant réglementation des sanctions de police administrative en Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, à Madagascar et à la Côte française des Somalis;

Vu le décret du 12 mars 1937 portant réglementation des sanctions de police administrative applicables aux indigènes non citoyens français en Nouvelle-Calédonie et dépendances;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un code pénal indigène pour l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo;

Vu le décret n° 45-889 du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs et chefs de territoire;

Vu le décret n° 45-0137 du 22 décembre 1945 portant suppression en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo, à la Côte française des Somalis, à Madagascar et dépendances et en Nouvelle-Calédonie des sanctions ordinaires de l'indigénat,

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées les peines de l'indigénat telles qu'elles sont définies par les dispositions suivantes, savoir :

1° — Articles 21 à 24 du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

2° — Articles 21 à 24 du décret du 8 août 1924 déterminant au Cameroun l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

3° — Article 4 du décret du 30 septembre 1887 et articles 22 à 24 du décret du 15 novembre 1924 portant réglementation des sanctions de police administrative en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, à Madagascar et à la Côte française des Somalis;

4° — Articles 14 à 16 du décret du 12 mars 1937 portant réglementation des sanctions de police administrative applicables aux indigènes non citoyens français en Nouvelle-Calédonie et dépendances.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,  
Marius MOUTET.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Marchandises d'importation

ARRETE N° 182 AE/3 du 13 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général 2774 SE. du 7 août 1942;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre, sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées du s/s « Tombouctou », savoir :

Kalife et Nassar :	Cognac
	Apé.i.ifs
	Cognac
	Champagne
R. Eychenne :	Vin mousseux
	Vin toutes marques
	Eau Perrier
	Cigarettes toutes marques
	Verrerie
S.C.O.A. :	Faïence
	Cigarettes toutes marques
	Champagne
Cie. F.A.O. :	Vin blanc
	Curaçao
	Cigarettes toutes marques
S.G.G.G. :	Cigarettes toutes marques
U.A.C. :	Cigarettes toutes marques.

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le chef du bureau économique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 13 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 207 AE/3 du 21 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général 2774 SE. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté sont bloquées les marchandises suivantes débarquées du s/s « Fort de Troyon » :

Vins blanc, rouge et rosé de toutes marques,  
Apéritifs, digestifs, liqueurs, eau-de-vie, cognac, whisky et gin de toutes marques.

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le chef du bureau économique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de Postes du territoire et tous lieux publics.

Lomé, le 21 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Plan de campagne agricole

N° 189 Agro — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

15 mars 1946. — Est approuvé le plan de campagne agricole pour 1946 dont les dispositions reçoivent force exécutoire.

#### Forêts

ARRETE N° 190 AE. du 15 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 168 du 4 avril 1941 est abrogé et remplacé par le suivant :

Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

Soient les points :

A — situé à l'emplacement du pont de la rivière Kodo sur la route Nuatja-Tététo.

B — situé à l'intersection de la droite Sud-Nord magnétique AB et de la piste Djémégni-Egbikopé.

C — situé à l'intersection avec la même piste d'une droite Sud-Nord magnétique dont l'origine est au point D défini ci-dessous.

D — situé à l'emplacement du pont d'un petit affluent non dénommé de la rivière Kodo sis à 1.538 mètres du point A sur la route Nuatja-Tététo.

E — situé au confluent de la rivière Kodo et de son affluent cité ci-dessus.

Les limites sont :

*A l'ouest*

la conventionnelle AB.

*Au nord*

la piste Djémégni-Egbikopé du point B au point C.

*A l'est*

1) la conventionnelle CD.

2) l'affluent de la rivière Kodo du point D au point E.

*Au sud*

la rivière Kodo du point E au point A.

ART. 2. — Le commandant du cercle du centre et le chef de la section des eaux et forêts sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Conseil privé

N° 200 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

18 mars 1946. — M. Charles, directeur de l'Unelco à Lomé est nommé, pour une période de deux ans, membre suppléant non fonctionnaire, citoyen français du conseil privé du Togo, en remplacement de M. Eychemme Raymond, ayant quitté le Territoire.

#### Personnel

ARRETE N° 202 P. du 18 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié et notamment le décret du 11 septembre 1920;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements du personnel de l'Etat;

Vu le décret du 11 juillet 1945 fixant les modalités d'application aux colonies, des dispositions de l'ordonnance sus-visé au personnel régi par décret;

Vu l'approbation ministérielle donnée par T.O. n° 60/P. du 13 mars 1946;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires des cadres locaux supérieurs du territoire du Togo, se trouvant dans la position de service en France, perçoivent, avec effet du 1<sup>er</sup> février 1945, les nouveaux traitements fixés en application de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

### Main-d'œuvre pénale

N° 203 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

19 mars 1946. — Sont modifiés comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946 les taux journaliers de cession de la main-d'œuvre pénale :

### Cercle de Lomé :

	Frs.
<i>Subdivision de Lomé</i> . . . . .	20
<i>Subdivision de Tsévié</i> . . . . .	15
Cercle d'Anécho . . . . .	15
Cercle du Centre . . . . .	15
Cercle de Sokodé . . . . .	11
Cercle de Mango . . . . .	11

### Chaussures de fabrication locale

ARRETE N° 206 AE. du 20 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général 3215/F. du 8 septembre 1943 notamment en son article 4,

Vu l'arrêté n° 516 AE. du 15 octobre 1944,

Vu l'avis formulé par la Commission des Prix en sa séance du 16 mars 1946,

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix maxima des chaussures de fabrication locale et des réparations sont fixés comme suit :

GENRE DE SOULIERS	SEMELLE CUIR IMPORTÉ D'EUROPE OU D'AFRIQUE DU NORD	SEMELLE EN CAOUTCHOUC DE PNEUS HORS D'USAGE	SEMELLE EN BOIS OU EN CUIR DU PAYS OU D'A. O. F.
a) <i>Forme classique</i>	Frs.	Frs.	Frs.
pour homme . . . . .	430	460	370
pour femme . . . . .	400	430	340
pour enfant (Pointure 34 à 37 inclus) . . . . .	220	250	150
pour enfant (Pointure jusqu'à 33 inclus) . . . . .	150	180	90
b) <i>Forme fantaisie genre sandale</i>			
pour homme . . . . .	340	400	280
pour femme . . . . .	310	375	250
pour enfant (Pointure 34 à 37 inclus) . . . . .	125	150	90
pour enfant (Pointure jusqu'à 33 inclus) . . . . .	90	120	60

## Tarifs de réparations

GENRE DE SOULIERS	EN CUIR IMPORTÉ D'EUROPE OU D'AFRIQUE DU NORD		EN CAOUTCHOUC DE PNEUS HORS D'USAGE		EN CUIR DU PAYS OU D'A O F	
	semelle entière	1/2 semelle ou talon	semelle entière	1/2 semelle ou talon	semelle entière	1/2 semelle ou talon
	Frs.	Frs.	Frs.	Frs.	Frs.	Frs.
Chaussures pour homme . . . . .	210	150	250	170	150	100
Chaussures pour femme . . . . .	150	90	180	120	90	60
Chaussures pour enfant (pointure de 34 à 37 inclus). . . . .	60	50	80	60	50	35
Chaussures pour enfant (jusqu'à 34 inclus).	50	40	70	50	40	25

ART. 2. — Les cordonniers devront afficher leurs prix dans les boutiques; en outre les chaussures devront porter une étiquette indiquant leur prix.

ART. 3. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

Seront considérées comme infractions au présent arrêté notamment le fait d'acheter ou de vendre à un prix plus élevé que ceux ci-dessus, le défaut d'affichage et d'étiquetage, le refus d'exécuter un travail de confection ou de réparation de chaussures aux conditions fixées ci-dessus.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires de l'arrêté 516 A.E. sus-visé.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de Postes et Subdivisions et en tous lieux publics.

Lomé, le 20 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

## Spécialités pharmaceutiques

ARRETE N° 208 A.E. du 22 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général n° 3.215 du 8 septembre 1943 modifié par l'arrêté général 1.294 du 27 avril 1945;

Vu l'avis de la commission des prix en sa séance du 19 mars 1946;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de vente licite des spécialités pharmaceutiques s'obtient comme suit :

1<sup>o</sup> — prix de revient calculé conformément à l'article 5 de l'arrêté N° 3.215 susvisé modifié par l'arrêté 1.294 du 27 avril 1945 étant bien entendu que le prix d'achat licite est celui qui est facturé par le fournisseur, déduction faite des remises accordées au pharmacien ou au dépositaire;

2<sup>o</sup> — marge de marque brute obtenue en appliquant au prix de revient licite ainsi calculé un taux de marque brute de 23,07 (Multiplicateur 30%).

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de Postes et tous lieux publics.

Lomé, le 22 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

## Police

ARRETE N° 211 A.P.A. du 22 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 22 décembre 1945 portant suppression en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo, à la Côte Française des Somalis, à Madagascar et Dépendances et en Nouvelle-Calédonie, des sanctions ordinaires de l'indigénat;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un Code pénal indigène pour le Togo;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs Généraux, Gouverneurs, Résidents supérieurs et Chefs de territoires;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un décret promulgué au Togo ou un texte local prévoient pour les délinquants de statut indigène une peine de l'indigénat, celle-ci sera remplacée par une peine de simple police, conformément à l'article 137, paragraphe 1, du décret du 17 juillet 1944, instituant un code pénal indigène, sous réserve que cette infraction ne soit pas punie par un texte spécial, selon les modalités du décret du 3 mai 1945.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 22 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

### Peste bovine

ARRETE N° 220 SE. du 23 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 199 du 3 avril 1943 organisant le service de l'élevage;

Vu l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail du Togo;

Vu l'arrêté N° 327 A.P.A. du 23 juin 1944 portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux;

Vu le T.O. n° 23 du 21 mars 1946 du vétérinaire auxiliaire, chef de la circonscription d'élevage de Mango;

Sur la proposition du vétérinaire auxiliaire principal chargé du service de l'élevage;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de peste bovine le territoire du canton de Tamberma (subdivision de Mango).

ART. 2. — La zone franche comprend les cantons de Kandé et Pessidé.

ART. 3. — Aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine provenant soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes ne devra pénétrer dans cette zone franche.

ART. 4. — L'immunisation des animaux de l'espèce bovine compris dans la zone infectée et dans la zone franche est obligatoire.

ART. 5. — Les mesures indiquées par les articles 13 et 14 de l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 devront être strictement appliquées.

ART. 6. — Toute infraction à l'un des articles ci-dessus devra faire l'objet d'un procès-verbal.

ART. 7. — Le commandant du cercle de Mango, et le vétérinaire auxiliaire chef de la circonscription d'élevage de Mango sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

#### Promotions

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

9 mars 1946. — Sont promues pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946 dans le cadre commun secondaire de l'A.M.I. de l'A.O.F. :

*Au grade d'infirmière-visiteuse de 1<sup>re</sup> classe :*

Les infirmières-visiteuses de 2<sup>e</sup> classe :

Ajavon Bibiane, en service au Togo

*Au grade d'infirmière-visiteuse de 3<sup>e</sup> classe*

L'infirmière-visiteuse de 4<sup>e</sup> classe :

Sylvain Florentia, en service au Togo.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### Nominations — Affectations — Mutations

Par décision n° 179 P. du :

13 mars 1946. — Le nommé Assiogbon Simon est engagé en qualité de moniteur auxiliaire de l'enseignement (échelle 2 — échelon 1) et affecté à l'école de garçons d'Atakpamé, en remplacement numérique du moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe Tété David.

Le moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe Tété David, en service à l'école de garçons d'Atakpamé, est affecté à l'école de garçons d'Anécho.

Par décision n° 181 P. du :

14 mars 1946. — Le commis principal de 2<sup>e</sup> classe des douanes Akouesson Valentin, en service à Bitjabé, est nommé chef du poste de douane de Gnitoé-Zoukpé (subdivision de Klouto);

Le préposé des douanes de 5<sup>e</sup> classe Abalo Joseph, en service à Zolo (cercle de Lomé), est nommé chef du poste de douane de Bangéli, en remplacement du préposé de 2<sup>e</sup> classe Agbémégnan Jean, appelé à d'autres fonctions;

Le préposé des douanes de 2<sup>e</sup> classe Agbémégnan Jean, en service à Bangéli (cercle de Sokodé), est nommé provisoirement chef du poste de douane de Zolo;

Le préposé des douanes de 4<sup>e</sup> classe Kpadenou Gabriel, en service à Kwadjovikopé (cercle de Lomé), est nommé chef du poste de douane de Bitjabé (cercle de Sokodé);

Le préposé des douanes de 5<sup>e</sup> classe Sossah Cosme, en service à Kwadjovikopé, est nommé adjoint au chef du poste de douane de Kwadjovikopé, en remplacement du préposé Kpadenou Gabriel;

Le préposé des douanes de 5<sup>e</sup> classe Vovor Vincent, en service au bureau des douanes de Lomé, est nommé adjoint au chef de la brigade de Lomé;

Le garde-frontière de 6<sup>e</sup> classe Dongo Tamona, en service au poste de douane de Dapango, est affecté au poste de douane de Zolo, en remplacement du garde-frontière Tétévi Jacob;

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe Tétévi Jacob, en service à Zolo, est affecté au poste de douane de Bitjabé (cercle de Sokodé);

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe Hodonou Afanou, en service à Bangéli, est affecté à la brigade de Lomé, en remplacement du garde-frontière Tékoué Alfred;

Le garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe Tékoué Alfred, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de douane de Bangéli (cercle de Sokodé);

Le garde-frontière auxiliaire Kouassi Pascal, en service à Bangéli est affecté à la brigade de Lomé, en remplacement du garde-frontière Adjololo Hayibor;

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe Adjololo Hayibor, en service à Lomé, est affecté au poste de douane de Dapango (cercle de Mango);

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe Adahin Abiha, en service à Bitjabé, est affecté au poste de douane de Gnitoé-Zoukpé;

Le garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe Adjin André, en service à Bitjabé, est affecté à la brigade de Lomé, en remplacement du garde-frontière Koffi Georges;

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe Koffi Georges, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste de douane de Kwadjovikopé;

Le garde-frontière auxiliaire Dossou Ferdinand, en service à Bitjabé, est affecté au poste de douane de Ségbé, en remplacement du garde-frontière stagiaire Koudawoo François;

Le garde-frontière stagiaire Koudawoo François, en service à Ségbé, est affecté au poste de douane de Gnitoé-Zoukpé;

Le garde-frontière auxiliaire Salifou Ali, en service à Bitjabé, est affecté à la brigade de Lomé, en remplacement du garde-frontière Gourma Anani;

Le garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe Gourma Anani, en service à Lomé, est affecté au poste de douane de Kwadjovikopé;

Le garde-frontière auxiliaire Belignan Konkomba, en service à Bitjabé, est affecté au poste de douane de Gnitoé-Zoukpé;

Le garde-frontière de 6<sup>e</sup> classe Gnidoté Amoussou, en service à Ségbé, est affecté au poste de douane de Bitjabé;

Le garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe Biraïmah Joseph, en service à Kwadjovikopé, est affecté au poste de douane de Bitjabé;

Le garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe Sokémahou Joseph, en service à Kwadjovikopé, est affecté au poste de douane de Bitjabé;

Les gardes-frontières stagiaires Messan Bertin, Mit-chikpé Anani et Facambi Jean, en service à la brigade de Lomé, sont affectés au poste de douane de Gnitoé-Zoukpé;

Le garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe Messan Emmanuel, en service à la brigade mobile de Lomé, est affecté au poste de douane de Bangéli (cercle de Sokodé).

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1946.

Par décision n° 186 P. du :

14 mars 1946. — La décision n° 124/P. du 17 janvier 1946 est rapportée en ce qui concerne les commis d'administration Quashie William et Abaglo Cosme.

M. Abaglo Cosme, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe, agent spécial à Mango, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable à Anécho.

#### Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 201 P. du :

18 mars 1946. — Il est attribué aux gardes forestiers stagiaires dont les noms suivent, titularisés dans leur emploi et nommés gardes forestiers de 2<sup>e</sup> classe par arrêté n° 661 du 23 novembre 1945, le rappel d'ancienneté pour services militaires ci-après :

Smith Léopold : 2 ans 8 mois 27 jours;

Talon Lucien : 4 ans 2 mois 16 jours.

#### Fixation de solde

Par décision n° 193 P. du :

19 mars 1946. — Le chef mécanicien Freitas Jean, admis à la retraite par arrêté n° 518 du 9 septembre 1941, rappelé à l'activité par décision n° 456/CFT. du 27 juin 1942, aura droit, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1944, à la solde afférente au grade de chef mécanicien de 1<sup>re</sup> classe du cadre local indigène des C.F.T. réorganisé par arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945.

#### Retraite

Par arrêté n° 204 P. du :

19 mars 1946. — Les ouvriers de 3<sup>e</sup> classe du cadre local des C.F.T., dont les noms suivent, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite :

*pour compter du 16 mai 1946 :*

Avoudjigbé Daniel

*pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1946 :*

Messanvi Sossou.



**Révocation**

Par arrêté n° 187 P. du :

14 mars 1946. — Le commis d'administration principal de 3<sup>e</sup> classe Ajavon Blaise, précédemment en service à Anécho, est révoqué pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1946, date à laquelle il a abandonné son poste.

**DIVERS****Commandement indigène**

Par arrêté n° 191 A.P.A. du :

16 mars 1946. — La solde annuelle du chef Yhqu Attigbé, chef du canton de l'Akposso sud (subdivision d'Atakpamé — cercle du Centre) fixée à 18.000 frs. par arrêté n° 272 A.P.A. du 29 mai 1945, est portée à 26.000 francs, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1946.

**Examens professionnels**

Par décision n° 189 P. du :

16 mars 1946. — Le nombre d'admissions susceptibles d'être prononcées pendant l'année 1946 à la classe exceptionnelle du grade de principal pour les cadres désignés ci-après, est fixé comme suit :

Commis d'administration : 2

Commis des Douanes : 1

Assistants de police : 1

Commis, Mécanicien, et Monteurs-électriciens des Transmissions : 1

**Frais funéraires**

Par décision n° 208 F. du :

23 mars 1946. — Est accordé à M. Dossah Philippe, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des T.P. en service au Garage central à Lomé, le remboursement d'une somme de Six cents francs (600 frs.) au titre des frais funéraires qu'il a supportés à l'occasion du décès de sa femme Bassambo, survenu à Porto-Novo le 8 octobre 1945.

La dépense est imputable au budget local exercice 1946, chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1.

**Interdiction de séjour**

Par arrêté n° 210 A.P.A. du :

22 mars 1946. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de deux ans pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1946, date de l'expiration de sa peine de prison, au nommé Hounkpe Gabriel Hessou, âgé de 35 ans environ, né à Avakpo (subdivision d'Allada — Colonie du Dahomey), fils de feu Hounkpe et de Gnadjiissi, de race et coutume fon, de statut non musulman, tailleur demeurant à Avakpo, marié père de 5 enfants, condamné à 1 mois de prison, restitution de 1.000 francs et 2 ans d'interdiction de séjour pour abus de confiance par jugement n° 95 en date du 4 mars 1946 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé.

**Libération conditionnelle**

Par arrêté n° 205 A.P.A. du :

20 mars 1946. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés des prisons de Lomé et de Klouto :

1<sup>o</sup> — Gnamalor Joseph, âgé de 50 ans environ, né à Atchavé (Gold Coast) fils de feu Gnamalor et Gbolové, condamné à 3 ans de prison, 126.400 francs d'amende et 63.200 francs de dommages-intérêts par jugement n° 56 du 14 octobre 1944 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto pour exportation en contrebande du café;

2<sup>o</sup> — Agbokou Simon Yaovi, âgé de 28 ans environ, né à Kpélé-Goudévé (subdivision de Klouto), fils de Agbokou Nyamedji et de feu Adjoa Edoh, condamné à 2 ans de prison, 2.000 francs d'amende et 3.240 francs de dommages-intérêts par jugement n° 33 du 9 juin 1945 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto pour escroquerie et dénonciation calomnieuse;

3<sup>o</sup> — Hiheta Isaac, âgé de 45 ans environ, né à Djeloukopé (Gold Coast), fils des feus Hiheta et Medjiwo, condamné à 2 ans de prison, 126.496 francs d'amende et 56.248 francs de dommages-intérêts par jugement n° 57 en date du 6 novembre 1944 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto pour exportation en contrebande de café vert en zone anglaise;

4<sup>o</sup> — Yaro Kérim, âgé de 27 ans environ, né à Dosso (Colonie du Niger), fils de feu Amadou et Koungo, condamné à 7.347 francs 10 d'amende et confiscation de marchandises importées par jugement n° 22 en date du 9 avril 1945 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto pour importation frauduleuse de diverses marchandises (Yaro ayant déclaré ne pouvoir payer l'amende, a été écroué le 9 avril 1945 pour l'exercice de la contrainte par corps fixée à 1 an);

5<sup>o</sup> — Kokoroko Edé, âgé de 45 ans environ, né à Daye-Dalavé (subdivision de Klouto), fils de Egbetok et de feu Golessi, condamné à 1 an de prison, 2.000 francs d'amende et 6.000 francs de dommages-intérêt par jugement n° 36 du 22 juin 1945 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto pour atteinte à la liberté du travail et escroquerie;

6<sup>o</sup> — Amadou Hamani, âgé de 34 ans environ, né à Dosso (Colonie du Niger), fils de Amadou et Ayissa, condamné à 4 ans de prison et 1.000 francs de dommages-intérêts solidairement par jugement n° 241 du 15 juin 1943 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé pour vol de bicyclette.

**Police judiciaire**

Par arrêté n° 218 A.P.A. du :

23 mars 1946. — La qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur de la République est conférée à M. Pauc, inspecteur de police.

M. Pauc prêter, en cette qualité, le serment requis par la loi.

**Prêt d'honneur**

Par décision n° 206 F. du :

23 mars 1946. — Est prorogé jusqu'au 31 octobre 1947 le prêt d'honneur de Cinq mille francs par mois consenti jusqu'au 30 avril 1946 par décision n° 650/F. du 16 novembre 1945 à M. de Souza Jean, étudiant à la Faculté de droit de Paris.

Le remboursement sera effectué par M. Augustino de Souza, père de l'intéressé, par mensualités de 5.000 francs et ce jusqu'à nouvel ordre.

**Régime commercial****Commission**

Par décision n° 191 AE. du :

16 mars 1946. — Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté 270 SE. du 23 janvier 1946, une commission composée de :

M.M. Sanson, secrétaire général p. d. . . . *Président*  
Barbero, chef du bureau économique  
Galtié, représentant des Chargeurs Réunis

*Membres*

Charles, Directeur de l'Unelco  
se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'examiner les demandes présentées par les commerçants du Territoire, tendant à obtenir un pourcentage sur la répartition des contingents de marchandises à

commander par le Commerce soit dans la Métropole et pays de l'Union Française, soit à l'étranger, et formuler des propositions concernant les attributions à effectuer à chaque demandeur.

**Résidence obligatoire**

Par arrêté n° 209 A.P.A. du :

22 mars 1946. — Le nommé Sedjro Kétoglo, né à Agouévé (cercle de Lomé), vers 1904, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision d'Atakpamé (cercle du Centre) pour la durée fixée par l'arrêt du tribunal colonial d'appel de Lomé en date du 31 août 1944.

Le nommé Atsou William né à Gblainvié (subdivision de Tsévié — cercle de Lomé), vers 1890, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Klouto (cercle du Centre) pour la durée fixée par le jugement n° 38 en date du 30 avril 1943 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Tsévié.

**Rôles**

Par arrêté n° 188 CD. du :

15 mars 1946. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1945 et 1946 ci-après s'élevant à la somme de : Neuf cent quatre vingt six mille huit cent trente huit francs.

N <sup>os</sup> DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1945				
290	Lomé-Trésor	Patentes . . . . .	6.000	13.464
291	—	Patentes . . . . .	7.464	
292	Lomé C. M.	Patentes . . . . .	4.434	
293	—	Licences . . . . .	300	
294	—	Taxe sur bicyclettes . . . . .	17.940	22.674
Total . . . . .				36.138
Exercice 1946				
30	Lomé-Trésor	Impôt personnel H. C. . . . .	67.650,—	713.400
		Taxe vicinale . . . . .	16.500,—	
		Foncier (propriétés bâties) . . . . .	56.810,—	
		Foncier (propriétés non bâties) . . . . .	3.822,—	
		Patentes . . . . .	416.401,—	
		Licences . . . . .	101.000,—	
		Taxe d'enlèvement d'ordures . . . . .	51.217,—	713.400
31	Lomé C. M.	Patentes . . . . .	199.610	224.110
32	—	Licences . . . . .	24.500	
IMPÔT SUR REVENUS				
1	Lomé-Trésor	Impôt cédulaire (retenue à la source) . . . . .	4.217	13.190
2	—	Impôt cédulaire (retenue à la source) . . . . .	8.973	
Total exercice 1946 . . . . .				950.700
Report Total exercice 1945 . . . . .				36.138
Total général . . . . .				986.838

La date de mise en recouvrement est fixée au 31 mars 1946.

### Secours

Par décision n° 190 A.P.A. du :

16 mars 1946. — Il est accordé un secours de 5.000 (Cinq mille) francs, payable en une seule fois, à la nommée Moyaba Kassegne, âgée de 40 ans environ, revendeuse, demeurant à Atakpamé (cercle du Centre).

La dépense est imputable au chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1<sup>er</sup> — Dépenses imprévues.

Par décision n° 207 F. du :

23 mars 1946. — Un secours éventuel de Deux mille francs (2.000 frs.) une seule fois payé est accordé à la nommée Homnaka, domiciliée à Baga (canton de Niamtougou — subdivision de Lama-Kara), veuve du manoeuvre Batassima Baloua, précédemment employé aux Travaux d'aménagement du terrain d'aviation et décédé à l'hôpital de Lomé le 29 octobre 1945.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — exercice 1946 chapitre XI article I paragraphe 4 (entretien des routes, ponts et terrains d'aviation).

### Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 205 AE. du :

23 mars 1946. — M. Kalipé Paul est maintenu pour l'année 1946 dans ses fonctions de vice-président du conseil d'administration de la S.I.P. d'Anécho.

### Subventions

Par décision n° 185 E. du :

14 mars 1946. — Pour le quatrième trimestre 1945, une subvention de 246.617 francs est accordée aux établissements de la Mission Catholique afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel ou agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 201 F. du :

21 mars 1946. — Une subvention de Sept cent mille francs (700.000 frs.) est accordée à la commune-mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance de ressources pendant le 1<sup>er</sup> trimestre 1946, constatée au titre budget communal.

La dépense est imputable au chapitre 15 article 5 paragraphe 1 (Dotations) du budget local exercice 1946.

### Terrain domanial

Par décision n° 187 Dom. du :

15 mars 1946. — Une commission composée de : M.M. le commandant du cercle de Sokodé ou son

délégué

Morin, directeur de l'Ecole professionnelle de Sokodé, représentant de l'Administration

Achille Houngouès, propriétaire François Aclinou, propriétaire

R.P. Boursin Théophile, représentant du conseil d'administration de la Mission Catholique de Sokodé  
Frère Jacques Ricard, représentant du conseil d'administration de la Mission Catholique de Sokodé

Présiden

Membre.

se réunira sur place à Sokodé, sur la convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur le terrain de l'évêché de Sokodé, objet de l'arrêté n° 500 du 23 novembre 1940.

Il sera dressé pour cette opération un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de concours

##### Agents des douanes

Un concours pour le recrutement de préposés stagiaires du cadre local des agents des douanes du Togo aura lieu à Lomé le 25 avril 1946 et suivant l'horaire ci-après :

Matin { 1<sup>re</sup> épreuve — Orthographe (30 minutes) de 8 heures à 8 h.30;  
2<sup>e</sup> épreuve — Composition française (2 heures) de 8 h.30 à 10 h.30;  
3<sup>e</sup> épreuve — Géographie (1 heure) de 10 h.30 à 11 h.30.

Soir : 4<sup>e</sup> épreuve — Calcul (2 heures) de 14 heures 30 à 16 heures 30.

Les conditions du concours sont celles fixées par les arrêtés n° 288/P. et 294/P. du 7 juin 1945 publiés au numéro spécial du journal officiel du Togo du 30 novembre 1945.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 1.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 10 avril 1946.

##### Commis radioélectriciens

Un concours pour le recrutement de commis radioélectriciens stagiaires du cadre local des Transmissions du Togo, aura lieu à Lomé le 2 mai 1946 et suivant l'horaire ci-après :

Matin { 1<sup>re</sup> épreuve — Orthographe (30 minutes) de 7 heures 30 à 8 heures;  
2<sup>e</sup> épreuve — Composition française (2 heures) de 8 heures à 10 heures;  
3<sup>e</sup> épreuve — Calcul (2 heures) de 10 heures à 12 heures;

Soir } 4<sup>e</sup> épreuve. — Géographie (1 heure) de 14 heures 30 à 15 heures 30;  
5<sup>e</sup> épreuve. — Dessin (1 heure) de 15 heures 30 à 16 heures 30.

Les conditions du concours sont celles fixées par les arrêtés nos 288/P. et 303/P. du 7 juin 1945, publiés au numéro spécial du J.O.T. du 30 novembre 1945.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 1.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 15 avril 1946.

#### *Commis d'administration*

Un concours pour le recrutement de commis d'administration stagiaires du cadre local du Togo aura lieu dans les centres de Lomé et de Sokodé le 9 mai 1946 et suivant l'horaire ci-après :

Matin } 1<sup>re</sup> épreuve — Orthographe (30 minutes) de 8 heures à 8 heures 30;  
2<sup>e</sup> épreuve — Composition française (2 heures) de 8 h.30 à 10 h.30;  
3<sup>e</sup> épreuve — Organisation administrative et judiciaire du Togo (1 heure 30) de 10 heures 30 à 12 heures.  
Soir } 4<sup>e</sup> épreuve — Arithmétique (2 heures) de 14 heures à 16 heures;  
5<sup>e</sup> épreuve — Histoire et géographie du Togo (1 heure) de 16 heures à 17 heures.

Les conditions du concours sont celles fixées par les arrêtés nos 288/P. et 289/P. du 7 juin 1945, publiés au numéro spécial du J.O.T. du 30 novembre 1945.

Le nombre de places mises au concours est fixé à deux.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 15 avril 1946.

#### *Chemins de fer et Wharf*

Un concours pour le recrutement de facteurs, écrivains, chefs de train, ouvriers et chefs d'équipe stagiaires du cadre local secondaire des chemins de fer et du wharf du Togo aura lieu à Lomé le 6 juin 1946 et jours suivants.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 16, réparti comme suit :

5 facteurs	1 chaudronnier
2 écrivains	1 tourneur
2 chefs de train	1 menuisier
2 ajusteurs	1 chef d'équipe.
1 forgeron	

La liste des candidats autorisés à concourir sera arrêtée le 1<sup>er</sup> mai 1946.

Les conditions et modalités du concours sont celles fixées à l'article 3 de l'arrêté n° 293/P. du 7 juin 1945 publié au numéro spécial du journal officiel du Togo du 30 novembre 1945.

#### *Travaux Publics*

Un concours pour le recrutement de calqueurs stagiaires du cadre local secondaire des Travaux Publics du Togo aura lieu à Lomé dans les bureaux de la direction du Service des Travaux Publics, le 11 juin 1946 et jours suivants.

Le nombre de places mises au concours est fixé à deux.

La liste des candidats autorisés à concourir sera arrêtée le 1<sup>er</sup> mai 1946.

Les conditions et modalités du concours sont celles fixées à l'article 3 de l'arrêté n° 304/P. du 7 juin 1945 publié au numéro spécial du J.O.T. du 30 novembre 1945.

### **AVIS**

#### **Adjudication ajournée**

L'Administration porte à la connaissance du public que l'adjudication concernant les travaux de construction d'un bâtiment à étage au Camp de la Milice à Lomé, qui devrait avoir lieu le 5 avril prochain, est renvoyée à une date qui sera ultérieurement fixée.

### **DOMAINES**

#### **Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le vendredi 10 mai 1946 à 14 heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Togblé-Apéyémé, Akposso-nord, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de cafiers, palmiers etc. d'une contenance de 9 hectares 03 ares et borné au nord par terrain à Chala, au sud par terrain à Sethé, à l'est par terrain à Tomé et à l'ouest par terrain à Ayéna Afoa, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Brenner Carl Frédéric, sous-chef de gare C.F.T., demeurant et domicilié à Lomé, quartier Gnékona-kpoé, cercle de Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 janvier 1946, n° 1318.

Le mercredi 22 mai 1946 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant un bâtiment avec dépendances d'une contenance de 5 ares 24 centiares, et borné au nord par terrain à Komlan, au sud par une rue non dénommée, à l'est par terrain à Peter Kou et à l'ouest par terrain à Joseph Baeta, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Alimatou Sadia Ladany, marchande, demeurant et domiciliée à Palimé, cercle de Klouto, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 13 février 1946, n° 1321.

Le vendredi 17 mai 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 1 are 55 centiares, et borné à l'ouest par terrain à Freitas, au sud par terrains aux héritiers Attiogbé, à l'est par terrain à S. Olympio et au nord par terrain à Fawson, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sylvanus Olympio, agent de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 13 février 1946, n° 1319.

Le samedi 18 mai 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent édifiées deux constructions en briques crues d'une contenance de 4 ares 19 centiares, et borné à l'est par un passage, au sud par le terrain à Andréas Aku, au nord par terrain à Kondo Adjalla, et à l'ouest par terrain à Andréas Aku, dont l'immatriculation a été demandée par Maître Raymond Viale, Avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire du sieur Pierre Attivih, aux termes d'une procuration notariée en date à Lomé du 10 décembre 1945 acheteur de produits, demeurant et domicilié à Lomé, propriétaire suivant réquisition du 13 février 1946, n° 1320.

*Le conservateur de la propriété foncière, p. i.,*  
E. GUÉRIN.

## **BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 52.629.500 DE FRANCS

Siège Social : 9, Avenue de Messine, PARIS (8<sup>e</sup>)

R. C. SEINE 112.313  
L. B. F. N° 3

### **Impôt de solidarité nationale**

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 17 janvier 1946, prise dans les conditions prévues par l'article 46, paragraphe 4, de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945, instituant un impôt de

solidarité nationale, le capital social a été porté à Frs. 52.629.500 par la création de 5.259 actions de 500 frs. chacune, entièrement libérées, réservées exclusivement à l'Etat et aux Sociétés participantes visées à l'article 43 de l'ordonnance précitée.

Ces actions porteront les numéros de 100.001 à 105.259.

Le capital social se compose actuellement de 105.259 actions de 500 Frs. chacune, entièrement libérées.

Le Conseil d'Administration a également décidé la création de 368 parts bénéficiaires nouvelles, sans valeur nominale, numérotées de 7.001 à 7.368, qui seront exclusivement réservées à l'Etat.

La présente insertion est effectuée conformément aux dispositions de l'article 46, paragraphe 4, de l'ordonnance du 15 août 1945.

*Le Président du Conseil d'Administration,*

## **B. N. C. I.**

La Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie Société Anonyme au capital de 525.000.000 de francs entièrement versés, 16 Boulevard des Italiens à Paris a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'elle a ouvert une Succursale à Lomé le 22 Mars 1946.

### **Nécrologie**

Le Commissaire de la République au Togo p. i. a le regret de faire part du décès de M. N'Diaye Boubacar, Instituteur principal de classe exceptionnelle du cadre local secondaire de l'Enseignement du Togo, survenu le 20 mars 1946, à l'hôpital de Lomé.